

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● FONCIER, FISCALITÉ, ÉNERGIE PROPRE, ZLECAF, EUROPE

**Pourquoi
les Américains
misent sur l'Algérie
hors hydrocarbures**
(P4)

● **TRAGIQUE ACCIDENT DE BOUMERDÈS**

Sifi réaffirme l'engagement des autorités publiques à fournir tout l'accompagnement médical, psychologique et social aux blessés et à leurs familles
(P5)

CEUTA 2026 : LE CHANTAGE PARFAIT, OU COMMENT L'EUROPE A LIVRÉ L'ESPAGNE AU MAROC

Une opération chirurgicale sous les yeux d'une Europe paralysée



Le 30 juillet 2026, 60 000 personnes se jettent à l'eau à Fnideq. En quelques heures, elles submergent les défenses de Ceuta, transformant une frontière ultra-sécurisée en passoire. Les images sont saisissantes : des jeunes hommes s'agrippant à des bouées achetées au marché

(Lire en Pages 8 et 9)

● **INDUSTRIE ET CRÉATION D'EMPLOIS**

**Sonatrach et Souakri
s'allient pour
la fabrication de
membranes et le CCUS**
(P3)

● **PALESTINE OCCUPÉE**

**Plusieurs martyrs et
des blessés à Gaza suite
à des bombardements
sionistes**
(P12)

Le président de la FIFA renonce à son projet de vendre une participation dans la Coupe du monde



Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a abandonné son projet de vendre une participation dans les activités liées à la Coupe du monde, a rapporté vendredi Sky News, citant des déclarations exclusives du dirigeant de l'instance mondiale du football. Selon Gianni Infantino, cette initiative est devenue trop controversée pour être poursuivie.

« Après avoir écouté attentivement tous les points de vue, il est apparu clairement que ce projet avait créé des divisions qui, quel que soit le niveau de soutien dont il bénéficie, ne servent plus l'objectif initial », a-t-il déclaré à Sky News.

« Notre objectif a toujours été et sera toujours d'unir et d'améliorer », a-t-il ajouté, soulignant que la mission de la FIFA demeurerait inchangée.

« Cette proposition ne sera pas poursuivie », a-t-il affirmé.

Le président de la FIFA a indiqué qu'il réunirait de nouveau les différentes parties prenantes afin de poursuivre son objectif de « continuer à développer le football partout dans le monde, en particulier dans les pays qui ont le plus besoin de notre soutien ».

Le projet abandonné prévoyait la cession de plus de 20 % d'une nouvelle filiale, baptisée FIFA Forward Enterprise et valorisée à 20 milliards de dollars, à des investisseurs privés, selon un précédent rapport.

Mardi, la FIFA avait annoncé son intention de créer cette filiale de 20 milliards de dollars afin de gérer la Coupe du monde ainsi que ses autres compétitions, avec la possibilité d'ouvrir jusqu'à 20 % du capital à des investisseurs extérieurs.

Âgé de 56 ans, Gianni Infantino a développé des liens étroits avec le président américain Donald Trump à l'occasion de la Coupe du monde organisée cette année aux États-Unis. Il a notamment multiplié les initiatives pour renforcer leurs relations, allant jusqu'à remettre à Donald Trump le premier Prix de la paix de la FIFA en décembre.

Grèce : des incendies de forêt près d'Athènes contraignent les autorités à procéder à des évacuations

Les incendies de forêt continuaient de ravager plusieurs régions de la Grèce samedi, entraînant de nouvelles évacuations et des destructions d'habitations, tandis que les vents violents compliquaient les opérations des pompiers, selon le quotidien grec Ekathimerini. Le plus important foyer était localisé près de la station balnéaire de Porto Germeno, à environ 60 kilomètres à l'ouest d'Athènes. Les avions bombardiers d'eau ont repris leurs largages dès les premières heures de la journée, après une nuit de lutte contre les flammes.

Les autorités ont ordonné l'évacuation des localités de Porto Germeno, Psatha et Mytikas via le système d'alerte d'urgence 112. Douze personnes ont par ailleurs été secourues par bateau au cours de la nuit.

Selon les médias locaux, plusieurs habitations ont été détruites et un camion de pompiers a été entièrement ravagé par les flammes. D'autres incendies demeuraient actifs dans le nord-ouest du Péloponnèse, tandis que la situation s'améliorait dans la région de Réthymnon, sur l'île de Crète.

Les autorités grecques ont indiqué que plus de 70 incendies de forêt s'étaient déclarés depuis vendredi matin, favorisés par des conditions météorologiques marquées par une chaleur intense, la sécheresse et des vents soutenus.

Un autre incendie s'est également propagé sur le mont Poikilo, dans la banlieue ouest d'Athènes, atteignant les abords de la commune de Haidari et s'approchant du périmètre de l'hôpital psychiatrique de Daphni. Par mesure de précaution, 17 patients ont été évacués de l'établissement, bien que les flammes n'aient pas atteint l'hôpital.

Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, s'est rendu samedi au centre de coordination des opérations de la Protection civile afin de faire le point sur l'évolution des incendies, alors que les services de secours poursuivent leurs interventions à travers le pays.

Royaume-Uni : le Parti travailliste remporte l'élection partielle pour la mairie du Grand Manchester

La candidate du Parti travailliste succédera à Andy Burnham au poste de maire du Grand Manchester après une victoire nette lors du scrutin organisé jeudi, permettant au parti au pouvoir de conserver cette fonction.

Après qu'aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue au premier tour, avec plus de la moitié des voix, Bev Craig a battu Sian Astley, candidate du parti Reform UK, avec 309 525 voix contre 157 178 après la prise en compte des seconds choix des électeurs, selon la BBC.

Craig, âgée de 42 ans et cheffe du conseil municipal de Manchester, succédera désormais à Burnham,

qui a accédé le mois dernier au poste de Premier ministre du pays. Bev Craig a obtenu 47 % des suffrages au premier tour, contre 21 % pour Sian Astley, lors d'un scrutin marqué par une faible participation, avec seulement 25 % des électeurs qui se sont déplacés.

L'élection partielle dans le Grand Manchester avait été organisée après qu'Andy Burnham a été élu député de Makerfield, dans le Grand Manchester, en juin, ouvrant la voie à son accession au poste de Premier ministre, en remplacement de Keir Starmer, qui avait quitté ses fonctions après une série de revers.



RDC : Ebola enregistre son pic hebdomadaire le plus élevé

L'épidémie de maladie à virus Bundibugyo (MVB), une forme de la maladie à virus Ebola, s'intensifie en République démocratique du Congo (RDC) et constitue désormais "la plus grande épidémie d'Ebola jamais signalée" dans le pays, a annoncé samedi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans son dernier bulletin épidémiologique.

Selon l'OMS, l'épidémie, initialement confinée à la zone de santé de Mongbwalu, dans la province de l'Ituri, s'est étendue au cours des deux derniers mois à cinq provinces : Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Haut-Uélé et Tshopo, touchant désormais 49 zones de santé.

Au 30 juillet 2026, 3.605 cas confirmés, dont 1.587 décès, ont été recensés en RDC, précise l'Organisation. Ce bilan dépasse celui de la précédente plus grande épidémie du pays, survenue entre 2018 et 2020, qui avait totalisé 3.317 cas confirmés.

L'OMS souligne que la semaine épidémiologique 30 (dernière semaine complète de déclaration) a enregistré le nombre hebdomadaire de cas (567) et de décès (296) le plus élevé depuis le début de l'épidémie, "soulignant le rythme exceptionnel de la transmission".

L'Organisation attribue en partie l'augmentation des cas au renforcement de la surveillance et des capacités de dépistage, mais indique que "la majeure partie de cette hausse reflète l'expansion réelle de l'épidémie". Selon l'OMS, 3.626 cas confirmés ont été rapportés au niveau mondial depuis le début de l'épidémie : 3.605 en RDC (dont deux cas diagnostiqués dans le pays puis soignés en Allemagne), 20 en Ouganda et un en France. Au total, 1.589 décès ont été enregistrés, dont deux en Ouganda. Au 30 juillet, au moins 651 personnes se sont rétablies en RDC et 18 en Ouganda.- Répartition géographique en RDC

L'Ituri demeure la province la plus touchée, avec 88% des cas confirmés (3.176/3.605) et 82,6% des décès (1.311/1.587) enregistrés à l'échelle nationale, selon l'OMS. Au sein de la province, les zones de santé les plus affectées sont Bunia (880 cas), Rwampara (627), Mongbwalu (541), Nizi (377), Lita (131) et Nyankunde (114).

L'Organisation précise que l'épidémie reste active dans 33 des 49 zones de santé touchées, où des cas ont été confirmés au cours des sept derniers jours - soit 641 cas et 282 décès sur cette période.

Une zone supplémentaire, Wanie-Rukula (Tshopo), est en attente d'harmonisation des données au niveau provincial, selon l'OMS.

Les contaminations parmi le personnel de santé se poursuivent, avec 151 cas confirmés, dont 44 décès (taux de létalité de 29%) et 68 guérisons, relève l'OMS, qui évoque des "défis persistants" dans la mise en œuvre des mesures de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de santé.

Le chocolatier Lindt poursuivi aux États-Unis pour communication trompeuse sur le travail des enfants en Afrique

Une ONG a déposé une plainte contre Lindt & Sprüngli devant la justice américaine, l'accusant de présenter de manière trompeuse aux consommateurs ses efforts de lutte contre le travail des enfants. Contestée par le chocolatier suisse, la procédure ne concerne ni les producteurs ivoiriens et ghanéens ni l'indemnisation des victimes identifiées. Le chocolatier suisse Lindt & Sprüngli devra répondre devant un tribunal fédéral du district de Columbia d'accusations liées à sa communication sur le travail des enfants dans sa chaîne d'approvisionnement en cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire. Selon Bloomberg, le recours a été déposé le 8 mai par International Rights Advocates, une organisation à but non lucratif engagée dans la défense des droits des travailleurs, contre les entités américaines du groupe. L'ONG reproche au fabricant de présenter de manière trompeuse ses efforts visant à lutter contre le travail des enfants au Ghana et en Côte d'Ivoire, deux de ses principaux pays fournisseurs de cacao. En promettant aux consommateurs des produits issus d'un approvisionnement « responsable », Lindt s'expose à une obligation accrue de vigilance et de contrôle afin de détecter les situations présentant des risques pour les enfants. Les producteurs ivoiriens et ghanéens de cacao ne sont pas parties au litige et la plainte ne prévoit pas, à ce stade, l'indemnisation de victimes identifiées. Elle ne démontre pas davantage une implication directe de Lindt dans l'emploi de mineurs. Les plaignants cherchent principalement à faire cesser des pratiques commerciales jugées trompeuses et à obtenir davantage de transparence dans la chaîne d'approvisionnement du chocolatier.

Le chocolatier suisse juge les accusations « infondées ». Son porte-parole a déclaré à l'agence de presse suisse AWP que le groupe disposait de « directives relatives aux fournisseurs » et enquêtait « systématiquement sur tous les cas suspects de travail des enfants » dans sa chaîne d'approvisionnement.

INDUSTRIE ET CRÉATION D'EMPLOIS

Sonatrach et Souakri s'allient pour la fabrication de membranes et le CCUS

Dans la dynamique de relance industrielle et de diversification de l'économie nationale, la coopération entre les grands groupes publics et le secteur privé national devient un levier essentiel pour la création d'emplois et la réussite des projets structurants. C'est dans cette perspective que le groupe Sonatrach a signé, jeudi à Alger, un mémorandum d'entente avec le groupe Souakri.

L'accord, paraphé au siège du ministère des Hydrocarbures, vise à renforcer la coopération industrielle et le transfert de technologie dans des filières stratégiques.

Signé par le vice P-DG de Sonatrach chargé du Business Développement et du Marketing, Ferhat Ounoughi, et le président du Conseil d'administration du groupe Souakri, Abdenour Souakri, sous la supervision du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, ce partenariat met l'accent sur des projets à forte valeur ajoutée et à fort impact sur l'emploi local. Au cœur du mémorandum : la fabrication de membranes d'osmose inverse, la production de formaldéhyde, la valorisation des déchets industriels et le développement de technologies de capture, d'utilisation et de stockage du carbone, le CCUS.

Au-delà des aspects techniques, cet accord traduit la volonté des deux parties de bâtir des synergies industrielles durables, de développer des compétences nationales et de créer des opportunités d'emploi qualifié. Il prévoit notamment l'échange d'informations techniques, commerciales et juridiques pour lancer des études de faisabilité, avant le passage à la phase de concrétisation, conformément à la législation en vigueur.

CONCRÉTISER DES PROJETS INDUSTRIELS INNOVANTS

Dans ce cadre, les deux parties ont souligné leur « détermination à poursuivre la coordination et l'action commune en vue de concrétiser des projets industriels innovants contribuant au développement du tissu industriel national, au renforcement de la souveraineté industrielle et technologique, ainsi qu'à l'appui du processus de transformation économique engagé par l'Algérie, à travers l'encouragement de l'investissement productif, le transfert du savoir et la création d'une valeur ajoutée locale durable ». La cérémonie de signature s'est déroulée à l'issue de l'audience qu'a accordée Arkab à une délégation du groupe Souakri, conduite par son P-DG, lors de laquelle les deux parties « ont examiné les perspectives de développement des relations de coopération et de partenariat entre les groupes Sonatrach et Souakri, notamment dans les domaines industriels à forte valeur ajoutée ». Cela s'inscrit « en droite ligne avec les orientations nationales visant à promouvoir le contenu local, à localiser les industries stratégiques et à renforcer l'intégration industrielle, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, tendant à bâtir une économie productive fondée sur le transfert de technologie et le développement de l'industrie nationale ».

SOUTIEN AU PROGRAMME NATIONAL DE DESALEMENT DE L'EAU DE MER

Dans ce cadre, les responsables du groupe Souakri ont présenté plusieurs projets d'investissement proposés, avec à leur tête le projet de création, en Algérie, d'une unité industrielle destinée à la production de membranes d'osmose inverse utilisées dans

les stations de dessalement d'eau de mer. Ces membranes représentent l'un des composants technologiques les plus essentiels de ces installations, et ce, dans le cadre du soutien au programme national de dessalement de l'eau de mer et du renforcement de l'autonomie de l'Algérie dans la fabrication des équipements stratégiques propres à ce secteur.

Le groupe Souakri a également présenté une série de projets industriels et de solutions technologiques innovantes portant sur le développement des industries de membranes et de matériaux destinés au dessalement de l'eau de mer, des produits chimiques qui y sont associés, ainsi que la formation, le transfert d'expérience et la maintenance industrielle, en vue de contribuer à la mise en place d'une chaîne de valeur intégrée de l'industrie du dessalement de l'eau à l'échelle nationale et au renforcement du taux d'intégration nationale.

CRÉATION DE RICHESSE ET D'EMPLOIS

Le groupe a également présenté un exposé sur le projet de production de formaldéhyde à partir du méthanol fourni par le groupe Sonatrach, dans le but de valoriser les produits pétrochimiques nationaux et d'élargir leurs usages industriels. Il a aussi présenté des solutions dans le domaine de l'économie circulaire pour la revalorisation des déchets issus des industries pétrolières ainsi que des projets de capture, d'utilisation et de stockage du carbone (CCUS), de manière à soutenir les efforts de l'Algérie visant à réduire l'empreinte carbone et à promouvoir une industrie nationale durable. A cette occasion, le ministre d'Etat a affirmé que le développement de l'industrie nationale et le renforcement du contenu local constituaient l'un



des axes principaux de la stratégie du secteur, tout en insistant sur l'importance d'établir des partenariats industriels à même d'assurer le transfert de technologie et la localisation des industries à caractère stratégique, notamment celle

liées à la sécurité hydrique et à la sécurité énergétique, contribuant ainsi à la création de richesse et d'emplois qualifiés et au renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, conclut le communiqué du ministère.

Hamza B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Les banques centrales et les lingots soutiennent la demande sur l'or malgré le recul de la bijouterie et des ETF

La demande mondiale d'or a fait preuve de résilience au deuxième trimestre 2026. Tirée par les achats massifs des banques centrales et par la stabilité des investissements en lingots et pièces, elle a compensé le repli de la consommation de bijoux et les sorties de capitaux des fonds indiciaires adossés au métal jaune. Selon le Conseil mondial de l'or, le World Gold Council, la demande totale, y compris les transactions de gré à gré, s'est établie à 1.269 tonnes entre avril et juin. Sur l'ensemble du premier semestre, elle atteint 2.522 tonnes, en hausse de 2% par rapport à la même période de 2025. En valeur, le semestre est historique : 380 milliards de dollars, un record.

Premier moteur du trimestre, les banques centrales ont clairement repris la main. Elles ont renforcé leurs réserves en acquérant 289 tonnes d'or entre avril et juin. Un chiffre qui marque un net rebond après le ralentissement observé en début d'année.

Cette tendance confirme la stratégie de diversification des réserves de change de nombreux pays, dans un contexte de tensions géopolitiques, d'inflation et de volatilité sur les devises. L'or reste perçu comme un actif de sécurité et d'indépendance vis-à-vis du dollar. Avec près de 300 tonnes en un seul trimestre, les achats officiels continuent de structurer le marché et d'apporter un plancher solide aux cours.

Côté investisseurs particuliers, la demande en lingots et pièces est restée stable sur un an, à 307 tonnes. Après deux trimestres exceptionnellement dynamiques fin 2025 et début 2026, le marché retrouve un niveau plus conforme aux tendances historiques.

Cet équilibre montre que l'appétit pour l'or physique ne se dément pas. Dans un environnement où l'inflation et l'incertitude persistent, de nombreux épargnants continuent de privilégier le métal tangible comme valeur refuge. La stabilité de ce segment a permis de contrebalancer les dégagements observés ailleurs.

A l'inverse, les fonds négociés en Bourse adossés à l'or ont enregistré des sorties nettes de 45 tonnes sur le trimestre. Plusieurs facteurs expliquent ce recul. D'abord, le repli des cours de l'or a pesé sur l'attractivité à court terme. Ensuite, la remontée des anticipations d'inflation et de taux d'intérêt, particulièrement en Amérique du Nord, a rendu d'autres actifs plus compétitifs. Enfin, l'appréciation du dollar américain a réduit l'intérêt des investisseurs non-américains pour un actif libellé en dollars. Ces sorties d'ETF illustrent la sensibilité des investisseurs financiers aux conditions monétaires. Elles n'ont toutefois pas suffi à faire basculer la demande globale.

Le point noir du trimestre reste la bijouterie. La demande a chuté à 278 tonnes, son plus faible niveau trimestriel depuis le début de la pandémie de Covid-19. La hausse des prix de l'or et les pressions inflationnistes continuent de peser sur le pouvoir d'achat des ménages, notamment en Inde et en Chine, les deux premiers marchés mondiaux.

Paradoxalement, malgré la baisse des volumes, les dépenses consacrées aux bijoux en or ont augmenté de 14% sur un an pour atteindre 40 milliards de dollars. L'effet prix l'emporte donc sur l'effet volume. Les consommateurs achètent moins de grammes, mais payent plus cher. Un marché soutenu par la demande institutionnelle.

Au final, le tableau du T2 2026 est clair : la demande institutionnelle compense la faiblesse de la demande de consommation. Les banques centrales et les investisseurs en or physique jouent le rôle d'amortisseurs face au désengagement des ETF et au repli de la bijouterie.

Avec 2.522 tonnes sur six mois et une valeur record de 380 milliards de dollars, le marché de l'or confirme son statut d'actif stratégique. Tant que les incertitudes géopolitiques et monétaires perdureront, les achats des banques centrales devraient continuer de soutenir les cours, même si la bijouterie reste pénalisée par un or trop cher.

Le second semestre sera à surveiller : une stabilisation des taux et un repli du dollar pourraient relancer les ETF, tandis qu'une baisse des prix redonnerait de l'air à la bijouterie.

R. N.

ASSURANCES

La SAA porte son capital social à 40 milliards de dinars

La Société algérienne d'assurance (SAA) annonce, avoir porté son capital social de 35 à 40 milliards de dinars, par intégration des réserves. Cette décision « traduisant la solidité de la situation financière de la SAA » a été validée le 15 juin dernier au terme d'une Assemblée générale extraordinaire organisée le même jour que l'Assemblée générale ordinaire consacrée à l'approbation des comptes de l'exercice 2025.

UN TOTAL GÉNÉRAL D'ACTIFS ARRÊTÉ À PRÈS DE 118,5 MILLIARDS DE DINARS

Au titre de cet exercice, l'Assemblée générale a approuvé

les comptes sociaux consolidés de la compagnie, faisant ressortir un total général d'actifs arrêté à près de 118,5 milliards de dinars, contre 108,5 milliards de dinars un an auparavant, précise la même source. L'exercice 2025 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire consolidé de 3,5 milliards de dinars, « témoignant d'une trajectoire de croissance soutenue et d'un renforcement continu de sa structure bilanciale », selon le communiqué.

Sur le plan opérationnel, la SAA a dégagé une marge d'assurance nette de 13,3 milliards de dinars, contre 13,2 milliards de dinars durant l'exercice précédent. La compagnie a réalisé en 2025 un total de 38 milliards de dinars d'émissions directes, en hausse

de 15,7 %, correspondant à une part de marché de 22,8 %, tandis que les indemnités se sont élevées à 19 milliards de dinars. Evoquant l'autonomie financière de la SAA, le communiqué précise que les capitaux propres de la compagnie s'élèvent désormais à 46,7 milliards de dinars, « garantissant une marge de solvabilité optimale face aux engagements techniques d'assurance et de réassurance ». Rappelant qu'elle dispose désormais d'un capital social de 40 milliards de dinars et qu'elle est certifiée ISO 9001:2015, ISO 14001:2015 et ISO 45001:2018, la SAA estime que ces résultats réaffirment son rôle d'acteur majeur du marché national des assurances.

R. N.

FONCIER, FISCALITÉ, ÉNERGIE PROPRE, ZLECAF, EUROPE

Pourquoi les Américains misent sur l'Algérie hors hydrocarbures

Attirer les capitaux étrangers, transférer les technologies et transformer l'Algérie en plateforme industrielle pour l'Afrique et l'Europe, est la nouvelle équation de diversification de l'économie nationale.

Dans ce schéma, les investissements directs étrangers IDE, notamment américains, occupent une place centrale. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'a réaffirmé lors de son entrevue avec les médias nationaux : les IDE jouent "un rôle primordial" dans la diversification hors hydrocarbures, avec un objectif clair, atteindre 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures à l'horizon 2029-2030. Un montant équivalent aux recettes pétrolières actuelles, que les opérateurs économiques se sont engagés à réaliser à travers le Conseil du renouveau économique algérien, le CREA. Pour y parvenir, l'Algérie ouvre ses portes aux savoir-faire, aux expertises et aux compétences internationales, en commençant par les entreprises américaines.

L'ALGÉRIE, UNE NOUVELLE DESTINATION POUR L'IDE AMÉRICAIN

Le discours officiel a changé. L'Algérie ne veut plus être perçue uniquement comme un pays exportateur de pétrole et de gaz. Elle se présente désormais comme un marché qui fera bientôt 50 millions de consommateurs, une porte d'entrée vers le marché africain via la ZLECAF, un partenaire proche de l'Europe et du monde arabe, et un territoire doté d'avantages compétitifs concrets. Avec son savoir-faire industriel, sa maîtrise des chaînes de production et ses capacités d'investissement, l'opérateur américain trouve en Algérie un terrain favorable. Le pays offre un foncier industriel dédié, un cadre fiscal incitatif, des facilités pour l'accès à l'énergie, y compris aux énergies propres, et une stabilité macroéconomique renforcée par les réformes engagées ces dernières années. Le président Tebboune a insisté sur ce point : les autorités sont engagées à soutenir les opérateurs économiques, nationaux comme étrangers, pour lever les contraintes bureaucratiques et accélérer la concrétisation des projets. L'objectif n'est pas seulement d'attirer des capitaux, mais de créer de la valeur ajoutée locale, des emplois et des capacités d'exportation.

UNE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE EN MARCHÉ

La volonté politique se traduit déjà sur le terrain par un rapprochement accru entre les milieux d'affaires algériens et américains. Jeudi à Alger, le président du Conseil du renouveau économique algérien, Kamel Moula, a rencontré le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Algérie, Mark Schapiro. La rencontre s'inscrivait dans le suivi des résultats de la participation algérienne au "Select USA Investment Summit", tenu en mai dernier au Maryland. Selon un communiqué du CREA, il s'agissait d'évaluer cette participation "exceptionnelle" et d'examiner les perspectives de concrétisation de partenariats solides et durables entre les entreprises des deux pays. Le CREA a réaffirmé à cette occasion son engagement à "construire des passerelles de coopération internationale pour soutenir la croissance de l'économie nationale et ouvrir de nouvelles perspectives pour les entreprises algériennes sur les marchés mondiaux". Ce dialogue direct entre le patronat algérien et la représentation diplomatique américaine illustre la nouvelle approche : moins de discours, plus d'accords concrets, de visites d'entreprises et de montages de projets.

SKECHERS À ALGER : PREMIER SITE DE PRODUCTION EN AFRIQUE

Le symbole le plus parlant de cette dynamique est la signature, d'un accord de partenariat entre la société américaine Skechers, géant mondial de la chaussure, et l'entreprise algérienne Tradifoot pour réaliser le premier site de production de Skechers en Afrique. L'accord a été paraphé par le P-DG de Tradifoot, Djamel Ramoul, et le vice-président chargé des affaires financières de Skechers, Douglas Parker, lors d'une cérémonie présidée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. Les chiffres donnent la mesure du projet. L'investissement est estimé à plus de 10 millions de dollars. L'usine, implantée dans la zone industrielle de Baba Ali à Alger, démarrera sa première ligne de production en 2026. L'entrée en exploitation effective est prévue au premier trimestre 2027, avec une capacité de 2 millions de paires de chaussures par an. À terme, le site ambitionne d'atteindre quatre lignes de production pour la même capacité annuelle globale. Au-delà des volumes, c'est le modèle qui compte. Le projet prévoit un taux d'intégration locale de 40% dès le départ. Skechers s'engage à former la main-d'œuvre algérienne avec ses propres experts, afin d'assurer un transfert de savoir-faire et de technologies conforme aux standards internationaux. La stratégie commerciale est tout aussi claire. Dans



une première phase, la production couvrira le marché national. Dès la deuxième année, l'usine s'orientera vers l'exportation vers les marchés africains. À moyen terme, l'objectif est d'exporter le "Made in Algeria" vers les marchés africains, arabes et européens. Pour Walid Benahmed, directeur général adjoint de Tradifoot, ce projet peut être une "première" qui favorise l'émergence d'un tissu industriel local dans la chaussure et attire d'autres franchises internationales. Il souligne que l'Algérie dispose des ressources humaines et des capacités matérielles pour devenir un pôle industriel exportateur.

LES MINES : UN NOUVEAU CHAMP DE COOPÉRATION

Le secteur minier est un autre axe où la coopération algéro-américaine prend forme. La secrétaire d'État auprès du ministre des Mines et de l'Industrie minière, Karima Bakir Tafer, a reçu Mark A. Schapiro. L'audience a permis de passer en revue les opportunités offertes par la nouvelle dynamique du secteur minier national. La secrétaire d'État a présenté les avantages de la nouvelle loi minière, jugée particulièrement attractive pour l'investissement direct étranger et pour le développement technologique. Elle a mis en avant l'expérience avérée des opérateurs américains dans l'exploration, l'extraction et la transformation industrielle. Les discussions ont porté sur l'intégration de technologies avancées dans la gestion des grands projets industriels, mais aussi sur la formation. Des programmes proposés par le partenaire américain pourraient permettre de qualifier les ingénieurs et techniciens algériens aux métiers de la mine moderne. Au terme de l'entretien, les deux parties ont exprimé leur volonté d'encourager les partenariats directs entre compagnies des deux pays, notamment par l'échange de visites de délégations de chefs d'entreprises. L'idée est de passer rapidement de l'intérêt à des projets concrets d'exploration et de valorisation des ressources minérales algériennes.

L'INDUSTRIE VERS L'AUTOSUFFISANCE ET L'EXPORT

Le secteur industriel algérien n'est pas en reste. Le président Tebboune a rappelé que plusieurs filières s'achèment vers l'autosuffisance, à l'instar de l'électroménager et des équipements électriques. Ces industries développent déjà d'importantes capacités d'exportation. C'est dans ce contexte que le CREA a pris l'engagement d'atteindre près de 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures à l'horizon 2029-2030. Un chiffre ambitieux, mais jugé réaliste si les partenariats avec des groupes internationaux se multiplient et si les entreprises algériennes parviennent à s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales. Pour les Américains, l'intérêt est double. D'un côté, ils accèdent à un marché national en croissance avec une demande solvable. De l'autre, ils utilisent l'Algérie comme base pour exporter. La proximité géographique avec l'Europe, l'accès au marché arabe et l'appartenance à la ZLECAF font de l'Algérie une plateforme logistique et industrielle à faible coût.

LES ATOUTS POUR CONVAINCRE LES INVESTISSEURS AMÉRICAINS

Plusieurs facteurs expliquent l'intérêt croissant des investisseurs américains pour le hors hydrocarbures en Algérie. Le premier est le marché. La demande intérieure est forte en biens de consommation, en équipements, en services et en infrastructures. Le deuxième est la position géostratégique. Produire en Algérie, c'est produire à 3 heures de vol de l'Europe et à quelques jours de navigation des ports africains de l'Ouest. Le troisième est le cadre d'investissement. La nouvelle loi sur l'investissement garantit l'égalité de traitement, la liberté de transfert des capitaux et des avantages fiscaux et douaniers. S'ajoutent les avantages en matière d'énergie. L'Algérie dispose d'un mix énergétique compétitif et développe les énergies renouvelables. Pour les industriels américains sou-

cieux de leurs engagements climatiques, c'est un argument de poids. Enfin, le foncier industriel est mis à disposition à des conditions préférentielles, avec des zones industrielles et des pôles spécialisés.

LES DÉFIS À RELEVER

Malgré ces atouts, le chemin reste semé d'embûches. Les investisseurs attendent une application rapide et uniforme des réformes, une réduction des délais administratifs et une plus grande prévisibilité. La question du financement, de la logistique et de la formation continue se posent. C'est pourquoi l'État a mis l'AAPI au centre du dispositif. L'Agence algérienne de promotion de l'investissement joue le rôle de facilitateur, avec sa plateforme numérique et son Guichet unique. Le rôle du CREA est également crucial pour faire le lien entre les entreprises, identifier les opportunités et lever les blocages.

VERS UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La rencontre entre Kamel Moula et Mark Schapiro, la signature avec Skechers, les discussions sur les mines : tous ces signaux montrent que la coopération économique algéro-américaine entre dans une nouvelle phase. Elle ne se limite plus aux hydrocarbures. Les États-Unis apportent le capital, la technologie, les marques et l'accès aux marchés. L'Algérie apporte le marché, la main-d'œuvre, la position géographique et une volonté politique forte de diversifier. Avec 30 milliards de dollars d'exportations l'Algérie deviendra un acteur industriel crédible, capable d'attirer les plus grands groupes mondiaux et de former ses propres champions. Pour l'heure, la priorité est à la concrétisation. Chaque projet signé, chaque usine lancée, chaque formation dispensée rapproche un peu plus l'Algérie de cet objectif. Avec les investisseurs américains, le pays dispose d'un partenaire expérimenté pour transformer l'essai et bâtir une économie plus résiliente, plus ouverte et tournée vers l'export.

Hamza B.

TRAGIQUE ACCIDENT DE BOUMERDÈS

Sifi réaffirme l'engagement des autorités publiques à fournir tout l'accompagnement médical, psychologique et social aux blessés et à leurs familles

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, accompagné du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, ont assisté, sur instructions du président de la République, aux cérémonies funéraires et d'inhumation de plusieurs victimes de l'accident de bus survenu dans la wilaya de Boumerdès.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, ses sincères condoléances aux familles des victimes de l'accident survenu suite au dérapage et la chute d'un autobus de transport de voyageurs dans un ravin à Berrahmoune, El Karma, relevant de la daïra de Boumerdès, ayant fait, selon un bilan, 27 morts et 42 blessés, tout en décrétant un deuil national de trois jours.

«C'est avec une profonde affliction et une immense tristesse que j'ai appris la nouvelle du tragique accident de la circulation survenu dans la wilaya de Boumerdès, qui a coûté la vie à plusieurs enfants de l'Algérie, victimes des criminels et du terrorisme routier. La justice frappera d'une main de fer, sans la moindre indulgence, après les investigations qui permettront d'élucider les circonstances de cet accident», lit-on dans le message de condoléances du président de la République.

«En cette pénible épreuve qui accable les cœurs, nous nous inclinons avec déférence à la mémoire de



toutes les victimes et présentons à leurs familles nos condoléances les plus attristées et nos profonds sentiments de compassion, priant Dieu Tout-Puissant de les entourer de Sa Sainte miséricorde et de les accueillir, en ce jour de vendredi, en Son vaste paradis parmi les justes de Ses serviteurs et les martyrs», a poursuivi le président de la République.

Et d'ajouter : «Nous souhaitons également un prompt rétablissement aux blessés de cet accident tragique. "À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons"».

UN DEUIL NATIONAL DE TROIS JOURS DÉCRÉTÉ

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété un deuil national de trois jours, avec mise en berne de l'emblème national sur l'ensemble du territoire national, suite à l'accident d'autobus survenu à Boumerdès, ayant fait, selon un bilan provisoire, 27 morts et 42 blessés.

«En cette douloureuse circonstance, je décrète un deuil national de trois jours, à compter de ce jour, avec la mise en berne de l'emblème national sur l'ensemble du territoire national», a conclu le message de condoléances.

Ainsi, le premier ministre Sifi Gherieb s'est déplacé aux hôpitaux pour suivre la prise en charge des blessés et présenter ses condoléances aux familles des victimes.

M. Sifi Gherieb, s'est rendu dans la nuit de vendredi à samedi, au Centre hospitalo-universitaire (CHU)

Mustapha Pacha à Alger, ainsi qu'à l'hôpital de Boumerdès pour s'enquérir de l'évolution de l'état de santé des blessés de l'accident de la route survenu dans la wilaya de Boumerdès, et veiller aux conditions de leur prise en charge médicale, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Au cours de cette visite, "le Premier ministre a écouté les explications fournies par le personnel médical concernant l'état de santé des blessés et les mesures thérapeutiques adoptées pour garantir les meilleurs niveaux de soins de santé", ajoute la même source.

Il a également rencontré les familles des victimes et des blessés, auxquelles il a présenté ses sincères condoléances et sa profonde sympathie, réaffirmant l'engagement des autorités publiques à fournir toutes les formes de soutien et d'accompagnement, ainsi qu'à garantir une prise en charge médicale, psychologique et sociale aux blessés et à leurs

familles. A cet égard, le Premier ministre a souligné "que l'Etat a mobilisé tous les moyens humains, matériels et logistiques pour assurer une prise en charge optimale des blessés et pour accompagner les familles des victimes dans ces circonstances douloureuses.

Pour rappel, "le Premier ministre était accompagné lors de cette visite du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le ministre de la Santé, le professeur Mohamed Seddik Ait Messaoudene, et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji".

De son côté, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, s'est rendu, à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Thenia (Boumerdes), pour s'enquérir des conditions de prise en charge et de l'état de santé des blessés de l'accident de renversement de l'autobus de transport de voyageurs, a indiqué un communiqué du ministère.

D'autre part et dans le cadre des préparatifs des obsèques, l'hôpital mère-enfant El-Baz de Sétif a reçu un premier groupe de victimes — composé de 12 corps — après leur transfert par ambulance, assuré par les unités de la Protection civile, vers la morgue de l'établissement.

Par ailleurs, neuf autres corps ont été remis aux familles à El Eulma en vue de leur inhumation. Dans une atmosphère empreinte de tristesse et de solidarité, le cimetière d'El Eulma a vu affluer familles et citoyens venus assister aux rites funéraires.

ENQUÊTES DES AUTORITÉS SÉCURITAIRES POUR ÉLUCIDER LES CIRCONSTANCES

Dans ce même contexte, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd

Sayoud, a indiqué que les autorités sécuritaires mènent les enquêtes nécessaires pour élucider les circonstances de l'accident de renversement et de chute d'un autobus de transport de voyageurs dans un ravin à Berrahmoune, El-Karma, dans la commune et daïra de Boumerdès, ayant fait, selon un bilan provisoire, 27 morts et 42 blessés.

Dans une déclaration à la presse, après son déplacement dans la wilaya de Boumerdès pour élucider les circonstances de l'accident et s'enquérir de l'état des blessés, le ministre a souligné que "les autorités publiques ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour la prise en charge des blessés".

Il a également présenté "ses sincères condoléances et ses profonds sentiments de compassion" aux familles des victimes, souhaitant un prompt rétablissement aux blessés admis dans les hôpitaux de Boumerdes et d'Alger (Salim-Zemirli d'El Harrach, les CHU Mustapha-Pacha et Lamine Debaghine).

MOBILISATION DES CELLULES D'ÉCOUTE ET DES CLUBS DE BÉNÉVOLAT

Par ailleurs, les "cellules d'écoute, de prévention et de santé des jeunes" ainsi que les clubs de bénévolat à travers les différents établissements de jeunesse de la wilaya de Boumerdès se sont mobilisés pour apporter un soutien et une prise en charge médico-psychologique et sociale aux blessés, et pour accompagner leurs familles.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement des valeurs de solidarité et d'entraide, visant à offrir un accompagnement psychologique et social aux blessés et aux familles des victimes dans ces circonstances douloureuses, souligne la même source.

Saïd B.

POUR ACCUEILLIR LES FAMILLES DES VICTIMES :

Mise à disposition de deux maisons de jeunes à Corso et à El Karma

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, a donné des instructions pour la mise à disposition de deux (2) maisons de jeunes, situées dans les communes de Corso et d'El Karma (wilaya de Boumerdès), pour l'accueil et la prise en charge des familles des victimes de l'accident de renversement d'un autobus de transport de voyageurs, survenu vendredi dans la wilaya de Boumerdès, ayant fait, selon un bilan provisoire, 25 morts et 42 blessés, indique un communiqué du ministère.

"En application des instructions du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, les maisons de jeunes des communes de Corso et d'El Karma ont été mises à la disposition des familles des victimes de l'accident de renversement d'un autobus de transport de voyageurs, afin d'assurer leur prise en charge et de leur offrir les conditions d'accueil et d'hébergement nécessaires", précise la même source. A cette occasion, le ministre a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

S. B.

DES CONDOLEANCES À L'INTERNATIONAL

Du président de la République tunisienne Kaïs Saïed

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de son frère, le président Kaïs Saïed de la République tunisienne, pays frère, qui lui a présenté ses sincères condoléances, ainsi qu'au peuple algérien, suite au tragique accident de la route qui a coûté la vie à des citoyens algériens, a annoncé un communiqué de la présidence de la République. Les deux présidents ont évoqué les excellentes relations bilatérales entre leurs deux pays frères et voisins et, à la fin de l'appel, ont souhaité aux peuples algérien et tunisien bien-être, prospérité et progrès. Le président Tebboune a remercié son frère, le président Saïed, pour ses aimables paroles et a souhaité à la Tunisie et à son peuple davantage de progrès et de prospérité.

DU PRÉSIDENT ITALIEN

Selon un communiqué de la présidence de la République, Sergio Mattarella a exprimé au président sa profonde tristesse et son immense chagrin suite à ce tragique accident de la route survenu vendredi dans la province de Boumerdès, qui a fait plusieurs morts et blessés. Au nom du peuple italien, le président italien a présenté ses plus sincères condoléances et sa profonde sympathie au président de la République et aux familles des victimes. Il a également exprimé sa solidarité personnelle avec l'Algérie en ces moments douloureux, réaffirmant le soutien de l'Italie au peuple algérien. En cette triste occasion, le président italien s'est adressé aux familles des victimes, souhaitant un prompt rétablissement aux blessés et espérant qu'elles surmonteront les conséquences de cette terrible tragédie.

S. B.

DES CONDOLEANCES SUR LE PLAN NATIONAL

Le président du Conseil de la nation présente ses condoléances

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a présenté ses condoléances aux familles des victimes de l'accident en ces termes : "C'est avec des cœurs accablés par la douleur que nous avons appris la triste nouvelle de la tragédie causée par l'accident de renversement d'un autobus de transport de voyageurs dans la wilaya de Boumerdès, ayant fait des dizaines de morts et de blessés. Qu'Allah entoure les victimes de Sa sainte miséricorde, les accueille en Son vaste paradis, prête à leurs proches patience et réconfort, et accorde aux blessés un prompt rétablissement. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons"», a écrit le président du Conseil de la nation sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

DE LA PRÉSIDENTE DE L'APN

"C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris la nouvelle du tragique accident de la route survenu dans la wilaya de Boumerdès, ayant coûté la vie à plusieurs enfants de l'Algérie et fait des blessés", a écrit Mme Boufedeché dans un message sur son compte sur les réseaux sociaux. "En cette douloureuse circonstance, je tiens à présenter mes sincères condoléances et ma profonde compassion aux familles des victimes, priant Allah Tout-Puissant d'entourer les défunts de Sa sainte miséricorde et d'accorder un prompt rétablissement aux blessés",.

DE LA PRÉSIDENTE DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

La présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, écrit que "C'est avec un cœur accablé par la douleur et submergé par un profond chagrin, que j'ai appris la triste nouvelle du tragique accident de la route survenu dans la wilaya de Boumerdès, ayant emporté des âmes pures parmi les enfants de notre chère patrie".

"En cette douloureuse circonstance qui nous a endeuillés, nous nous inclinons avec déférence à la mémoire des victimes et exprimons à leurs familles nos plus sincères condoléances et notre profonde compassion.

S. B.

AÉROPORT DE BÉJAÏA

Lancement des travaux d'extension de l'aire de stationnement des avions

L'aéroport Soummam-Abane Ramdane de Béjaïa bénéficiera prochainement d'une augmentation de sa capacité d'accueil grâce au lancement des travaux d'extension de son aire de stationnement. Ce projet, piloté par la Direction des travaux publics (DTP), s'inscrit dans le cadre de la modernisation des infrastructures aéroportuaires de la wilaya.

L'opération prévoit la réalisation de quatre nouveaux postes de station-



nement, ce qui portera leur nombre total de quatre à huit.

Cette extension permettra à la plate-forme d'accueillir un plus grand nombre d'appareils simultanément, tout en améliorant la fluidité des opérations au sol et les conditions d'exploitation de l'aéroport.

Selon la DTP, ce projet vise également à accompagner la croissance du trafic aérien enregistrée ces dernières années et à renforcer le rôle de l'aéroport en tant que principale porte d'entrée

aérienne de la wilaya de Béjaïa. Il devrait ainsi contribuer à améliorer la qualité des services proposés aux voyageurs et à soutenir le développement économique et touristique de la région.

Au-delà de son intérêt pour le transport aérien, cette extension présente également un enjeu stratégique en matière de sécurité civile. Chaque été, l'aéroport de Béjaïa est mobilisé dans le cadre du dispositif national de lutte contre les feux de forêt en accueillant les avions bombar-

diers d'eau déployés dans l'Est et le Centre du pays.

L'augmentation du nombre de postes de stationnement facilitera leur accueil, leur ravitaillement et leur déploiement, permettant ainsi d'améliorer la rapidité des interventions lors des campagnes de lutte contre les incendies.

A travers cet investissement, les autorités entendent adapter les infrastructures de l'aéroport aux besoins croissants du trafic aérien en général.

SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE À BLIDA

De l'eau dessalée pour 5 communes

Les communes de la partie Est du chef-lieu de la wilaya de Blida connaissent une amélioration en matière d'approvisionnement en eau potable cette année, et cela grâce à l'intégration de l'eau dessalée dans le système de distribution.

En effet, le responsable du secteur de l'hydraulique, Abdelkrim Allouche, a affirmé que ce projet commence à porter ses fruits et que l'on s'attend à une plus grande stabilité de l'approvisionnement dans les mois à venir. Il a précisé que la station de traitement de l'eau de mer dessalée de Sidi Serhane, qui alimente les communes de l'Est de la wilaya, est opérationnelle.

Cependant, elle est encore en phase de tests techniques. Il a indiqué que les communes bénéficiaires – Bouinan, Bougara, Meftah, Larbaa et Ouled Slama – reçoivent actuellement entre 20.000 et 30.000 mètres cubes d'eau par jour.

Ces volumes ne sont pas pompés de façon régulière en raison des travaux techniques liés à la phase de mise en service initiale.

«Les équipes du secteur travaillent sans relâche pour résoudre tout dysfonctionnement survenant lors des essais, comme des problèmes de vannes hydrauliques ou des fuites détectées sur certaines parties du réseau.

La station peut fonctionner de 15 à 16 heures d'affilée avant de s'arrêter temporairement pour des interventions techniques nécessaires.



Malgré cela, on enregistre une amélioration progressive de l'utilisation du projet au profit des habitants de l'Est de la wilaya et de la nouvelle ville de Bouinan», a tenu à rappeler le responsable, en estimant que cette amélioration fait suite à des années de fluctuations dans la distribution d'eau dans ces communes. Il a également souligné que le projet

d'approvisionnement en eau dessalée est un projet stratégique majeur et qu'il est normal que son lancement s'accompagne de certaines difficultés techniques, qui sont progressivement surmontées.

Il prévoit que le système atteindra sa pleine stabilité d'ici trois mois, ce qui permettra d'améliorer la qualité et la continuité des services de distribution d'eau.

Dans le même ordre d'idées, le responsable a révélé que la wilaya de Blida reçoit actuellement un volume de 100000 mètres cubes par jour de l'usine de dessalement Fouka 2, et qu'il est prévu d'augmenter à l'avenir. Il a précisé que l'ap-

provisionnement en eau de la wilaya à partir de cette usine a commencé le 20 mars 2025, dans le cadre du plan national visant à élargir l'accès à l'eau dessalée, notamment pour les wilayas de l'intérieur reliées aux grands réseaux de transport.

CONSTANTINE

Le chef de l'État met fin aux fonctions du wali

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, un décret présidentiel en vertu duquel il a mis fin aux fonctions du wali de Constantine, M. Sayouda Abdelkhalek, et nommé à sa place le wali de Béjaïa, M. Kerbouche Kamel Eddine, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce jour, un décret présidentiel en vertu duquel il a mis fin aux fonctions de M. Sayouda Abdelkhalek, en qualité de wali de Constantine, et nommé à sa place M. Kerbouche Kamel Eddine, wali de Béjaïa", lit-on dans le communiqué.

"Le président de la République a chargé le Secrétaire général de la wilaya de Béjaïa, M. Yahiaoui Saïd, de gérer les affaires de la wilaya de Béjaïa par intérim".

MÉTRO D'ALGER : De nouveaux changements du plan d'exploitation à partir du 7 août

La société d'exploitation du Métro d'Alger, « Sema », a annoncé une modification du plan d'exploitation de la ligne de métro à partir du vendredi prochain, 7 août 2026, et ce, dans le cadre d'un programme de maintenance technique.

En effet, le communiqué de l'entreprise a fait savoir que cette modification entraînera des changements dans le parcours de certaines lignes et nécessitera une correspondance pour les voyageurs se dirigeant vers plusieurs stations.

Ainsi donc, à compter du 7 août, les trajets seront directs entre les stations Aïn Naâdja et Place des Martyrs, dans les deux sens. Ce nouveau dispositif remplacera temporairement le parcours reliant El Harrach Centre à la Place des Martyrs, et ce, en attendant la mise en œuvre du programme de maintenance.

De plus, les voyageurs à destination des stations Bachdjerrah – Tennis, Bachdjerrah, El Harrach Station et El Harrach Centre devront, quant à eux, effectuer une correspondance à la station Haï El Badr. Ces voyageurs devront ainsi changer de train et de quai afin de poursuivre leur trajet. Là, la société Sema invite donc les usagers à rester attentifs aux panneaux d'orientation et aux annonces sonores diffusées dans les stations et les rames, tout en suivant les indications des agents du métro.

DES QUAIS POUR REJOINDRE EL HARRACH (N°1) OU LA PLACE DES MARTYRS (N°3)

La société a également précisé les modalités de correspondance pour les voyageurs concernés. Les passagers arrivant d'El Harrach et se dirigeant vers la Place des Martyrs devront emprunter les escaliers et rejoindre le quai n°1. À l'inverse, ceux arrivant de la Place des Martyrs et se dirigeant vers El Harrach devront emprunter les escaliers et rejoindre le quai n°3. La société d'exploitation du Métro d'Alger a enfin remercié les voyageurs pour leur compréhension, tout en assurant qu'elle poursuit ses efforts afin de garantir un meilleur service durant cette période de maintenance.

ORAN

Décès de l'ancien journaliste sportif Ahmed Bensafi

L'ancien journaliste sportif Ahmed Bensafi est décédé jeudi à Oran, à l'âge de 85 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. Né en 1941 à Oran, le défunt était connu pour son parcours au sein du quotidien national El Moudjahid, où il a exercé en qualité de correspondant sportif durant plusieurs années. La dépouille du défunt a été inhumée au cimetière d'Aïn El-Beïda, à Oran.

A L'OCCASION DU 27E ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE TRÔNE

Les Marocains fuient le royaume vers l'Espagne

Moins de 24 heures après ce discours axé sur la sérénité et la stabilité du Royaume, des milliers de citoyens marocains se précipitaient vers l'enclave espagnole de Ceuta, car jeunes, familles et personnes de toutes âges ont pris d'assaut les barrières terrestres ou franchi la mer à la nage au niveau de la digue de Tarajal, affichant un sentiment de délivrance au moment d'atteindre la rive européenne au péril de leur vie.

UNE VÉRITABLE CRISE HUMANITAIRE SANS PRÉCÉDENT

Les événements survenus à la frontière de Tarajal et aux abords de la ville de Fnideq constituent l'un des épisodes migratoires les plus intenses et tragiques observés ces dernières années dans le détroit de Gibraltar car une foule considérable composée majoritairement de jeunes hommes, d'adolescents et de familles entières s'est rassemblée le long du littoral pour tenter de rallier Ceuta. Bravant les forts courants marins et le relief rocheux, des milliers de personnes se sont jetées à la mer à la nage ou ont escaladé les barrières frontalières, portant le président de la ville autonome à déclarer l'état d'urgence humanitaire absolue.

49 000 ARRIVÉES ET AU MOINS 34 MORTS ANNONCÉS

Les dépêches de la presse internationale et des médias espagnols comme « EFE », « El Confidencial » ou « El País » décrivent des scènes d'un chaos indescriptible alors que plus de 49 000 personnes se sont déplacées vers la frontière en un temps record. Les services de secours de la Guardia Civil et la Croix-Rouge espagnole ont été rapidement submergés par ce flux ininterrompu d'arrivées, nécessitant la mobilisation des forces armées espagnoles pour sécuriser la digue et prêter assistance aux survivants. Le bilan humain est particulièrement lourd avec au moins 34 morts par



noyade et de nombreuses personnes repêchées par la garde côtière espagnole, victimes de l'épuisement physique et de l'absence d'équipement adéquat. Le gouvernement espagnol, avec à sa tête Pedro Sánchez qui s'est déplacé en urgence, fait face à une crise sécuritaire et logistique majeure, alors que les centres d'accueil débordent et que les hôpitaux locaux travaillent à saturation.

LE DIAGNOSTIC D'UN MALAISE SOCIAL PROFOND

Derrière la soudaineté de cette vague migratoire se dessine une crise structurelle profonde qui mine la société marocaine et met en lumière l'écart grandissant entre la vision institutionnelle du pays et le quotidien marqué par des difficultés socio-économiques majeures. La persistance d'un taux de chômage élevé parmi les jeunes, la dégradation continue du pouvoir d'achat face à l'inflation et la précarité des infrastructures de santé et d'éducation constituent les moteurs essentiels de cette dynamique de départ car, pour une grande partie de la jeunesse, la traversée clandestine n'est plus perçue comme un risque irrationnel, mais comme l'unique échappatoire face à l'absence de perspectives sur le sol national. Les retrecoups des catastrophes naturelles récentes ont accentué cette vulnérabilité car les séquelles socio-économiques du séisme d'Al Haouz, combinées aux destructions causées par les intempéries dans des régions comme Ksar El Kebir, ont mis en lumière la fragilité des mécanismes de solidarité et la lenteur des chantiers de reconstruction.

Les tensions accumulées avaient déjà trouvé un terrain d'expression lors des contestations sociales menées fin 2025 par le mouvement de la jeunesse, lesquelles s'étaient heurtées à une réponse sécuritaire rigoureuse. Cette répression a renforcé le sentiment d'impasse démocratique et institutionnelle, poussant des milliers de citoyens à risquer leur vie plutôt que de nourrir l'espoir d'une amélioration interne.

«EL MAKHZEN» IMPLIQUÉ DANS L'EXODE

L'analyse de cette déferlante migratoire ne saurait s'affranchir de son contexte géopolitique et juridique régional car plusieurs observateurs et sources sécuritaires soulignent que la complexité de la gen-darmerie et des forces de surveillance marocaines le long du littoral de Fnideq, orchestré par le système d'« El Makhzen » a grandement facilité les départs massifs. Ce laisser-faire apparent rappelle des épisodes antérieurs, notamment en 2021, où les flux migratoires ont pu être utilisés comme levier de pression ou instrument de négociation diplomatique. La récente visite du chef du gouvernement espagnol à Alger et les signaux de rapprochement entre Madrid et les voisins régionaux ont été interprétés par certains analystes comme le déclencheur d'un mécontentement discret des autorités de Rabat. À ce paramètre stratégique s'ajoute une évolution juridique déterminante au niveau espagnol puisqu'un arrêt rendu par la Cour suprême espagnole a formellement interdit les refoulements à chaud en mer vers le

territoire marocain sans procédure d'asile individuelle. Cette décision judiciaire a envoyé un signal fort aux candidats au départ, persuadés qu'une fois la ligne côtière atteinte ou les eaux territoriales franchies, leur maintien temporaire sur le sol espagnol serait garanti. La combinaison d'un relâchement de la garde marocaine et d'un cadre juridique européen plus protecteur a agi comme un puissant facteur d'aspiration pour cette population désabusée.

UN DISCOURS ROYAL EN DÉCALAGE FRAPPANT AVEC LE QUOTIDIEN POPULAIRE

Pendant que la jeunesse marocaine affrontait les vagues du détroit, le discours officiel de sa Majesté Mohammed VI se concentrait sur l'auto-glorification du bilan gouvernemental et la célébration des réussites macro-économiques accumulées au cours des deux dernières décennies. Le souverain a vanté la modernisation des infrastructures, le développement industriel ainsi que la trajectoire d'émergence du Royaume, mais ce portrait d'un pays prospère et en pleine mutation ne trouve que très peu d'écho au sein des couches populaires et des zones marginalisées. Sur le plan économique, la dette extérieure atteignant des niveaux record par rapport au PIB et la facture énergétique en forte hausse pèsent lourdement sur le pays.

LES MÉDIAS MAROCAINS N'ONT RIEN VU

L'absence totale de référence dans les médias officiels marocains à la tragédie qui se déroulait simultanément à quelques kilomètres de la résidence royale de M'diq souligne un effacement médiatique criant. Alors que les télévisions internationales et espagnoles télévisaient en direct les sauvetages en mer et les scènes de détresse à la frontière, le paysage audiovisuel local est resté muet, retransmettant les réceptions officielles et les parades d'allégeance. Ce contraste accentue le sentiment de fracture culturelle et politique entre une élite dirigeante isolée dans sa rhétorique et une population confrontée aux réalités quotidiennes de la précarité et du chômage.

BUREAU DU PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL D'ÉTAT LIBYEN

Tenue de la première réunion, présidée par Mohamed Takala

Le Bureau du Président du Haut Conseil d'État, dirigé par le Dr Mohamed Takala, a tenu sa première réunion jeudi, suite à son élection.

Le Premier Vice-Président, Naji Mukhtar, le Deuxième Vice-Président, Omar Boushah, et le Rapporteur du Conseil, Belkacem Dabrez, ont assisté à cette réunion, au siège du Conseil à Tripoli.

La réunion a porté sur les mécanismes opérationnels du Bureau du Président, a identifié les priorités pour la prochaine phase, a examiné plusieurs dossiers politiques et administratifs, a exploré les moyens d'améliorer la coordination entre le Bureau du Président et les comités du Conseil, et a discuté des préparatifs de la prochaine session.

Les participants ont souligné l'importance d'unifier les efforts et de poursuivre les consultations avec les différentes parties prenantes nationales afin de favoriser la recherche d'un consensus et de créer les conditions propices à la tenue d'élections, contribuant ainsi à la stabilité et à l'avancement du processus politique.

DES INFORMATIONS FAISANT ÉTAT D'INONDATIONS SOUDAINES DANS LE NORD DE LA LIBYE

Le Centre météorologique dément

Le Centre national de météorologie a démenti l'exactitude des informations circulant sur certaines pages des médias sociaux concernant des inondations soudaines qui devraient toucher des régions du nord de la Libye, confirmant que ces affirmations sont totalement fausses.

Le Centre a indiqué que les conditions météorologiques prévues annoncent une forte humidité et une baisse relative des températures dans les régions du nord. Ceci est dû à la présence d'une crête de haute pression en surface, associée à une masse d'air froid en altitude, qui entraînera la formation de nuages orageux au-dessus de Bani Walid et de certaines parties de la chaîne montagneuse de l'Ouest. Demain, ces conditions s'étendront à certaines zones du nord-ouest, pouvant apporter des pluies faibles à modérées – un phénomène météorologique qui ne justifie ni inquiétude ni exagération.

Le Centre a souligné qu'il surveille l'évolution des conditions météorologiques 24 heures sur 24 et que toute mise à jour nécessitant des avis ou des avertissements sera annoncée officiellement par le biais des canaux officiels du Centre national de météorologie.

Le Centre a exhorté chacun à ne pas suivre d'informations non vérifiées et à se fier strictement aux bulletins et alertes émis par le Centre, car il est l'autorité officielle et compétente en matière de météorologie en Libye.

CAMPAGNE AGRICOLE PLUVIALE 2026-2027 EN MAURITANIE

Lancement du programme national de création de 10 000 emplois

Le ministre de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, M. Mohamed Abdallahi Ould Louly, et le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, M. Mohamedou Ahmedou Ould M'Haimid, ont procédé, à Néma, au lancement du programme national de création de 10 000 emplois agricoles en milieu rural et au lancement officiel de la campagne agricole pluviale pour la saison 2026-2027. Les activités ont débuté par une visite dans la commune de Beiribava, où les deux ministres se sont enquis de l'état de préparation des engins et équipements agricoles mobilisés pour la campagne. Elles se sont poursuivies au siège du Conseil régional du Hodh Chargui, où deux conventions de partenariat ont été signées entre les départements chargés de l'Autonomisation des jeunes et de l'Agriculture, d'une part, et le Conseil régional du Hodh Chargui, d'autre part.

Ces accords visent à renforcer la complémentarité entre les différents acteurs afin de soutenir les jeunes et les agriculteurs et de promouvoir un développement agricole durable dans la wilaya. Dans son allocution, le ministre de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique a indiqué que le choix du Hodh Chargui pour le lancement de ce programme s'explique par les importantes potentialités agricoles et humaines de cette wilaya, qui dispose d'une superficie agricole estimée à 176 673 hectares ainsi que d'un fort potentiel de jeunesse. Il a précisé que le programme s'étendra sur 24 mois, pour un coût global de 759 millions de nouvelles ouguiyas, et permettra la création de 10 000 emplois répartis autour de quatre axes principaux : le développement de l'agriculture pluviale, l'aménagement et la valorisation des barrages, la promotion des cultures maraîchères et fourragères, ainsi que

l'appui aux entreprises agricoles et aux chaînes de valeur. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a souligné que le lancement de la campagne agricole pluviale constitue une étape nationale importante dans la mise en œuvre de la vision du Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à atteindre la souveraineté alimentaire et à renforcer la production nationale. Il a indiqué que son département a pris plusieurs mesures pour assurer la réussite de la campagne agricole, notamment la mise à disposition de 605 tonnes de semences de cultures traditionnelles, 7 215 kilogrammes de semences maraîchères et 600 tonnes de semences de pommes de terre. Il a également annoncé la distribution de 1 000 chartrues et équipements agricoles, ainsi que de 200 tonnes de pesticides destinés à protéger les cultures sur l'ensemble du territoire national.

CEUTA 2026 : LE CHANTAGE PARFAIT, OU COMMENT L'EUROPE A LIVRÉ L'ESPAGNE AU MAROC

Une opération chirurgicale sous les yeux d'une Europe paralysée

PAR SALAH LAKOUES

Le 30 juillet 2026, 60 000 personnes se jettent à l'eau à Fnideq. En quelques heures, elles submergent les défenses de Ceuta, transformant une frontière ultra-sécurisée en passoire. Les images sont saisissantes : des jeunes hommes s'agrippant à des bouées achetées au marché, des familles entières traversant à la nage une frontière que l'Europe croyait infranchissable.

Mais ne nous y trompons pas. Ce n'est pas une vague migratoire. C'est une opération militaire déguisée, une agression hybride menée contre un État membre de l'Union européenne. La preuve ? En moins de 48 heures, plus de 48 000 de ces migrants sont retournés au Maroc, à un rythme de 150 personnes par minute. Cette rapidité est la signature d'un État qui contrôle parfaitement ses frontières et qui a délibérément ouvert puis refermé les vannes. Au Maroc, où l'état sécuritaire de la DGST et de la DGSN est omniprésent, un mouvement de cette ampleur ne peut échapper au radar. L'afflux est donc un acte volontaire. Le retour massif en est la preuve irréfutable. Pourtant, aussi puissante soit-elle, cette agression n'aurait pas pu réussir sans un deuxième facteur, plus sournois et tout aussi déterminant : la trahison de l'Espagne par une Europe fragmentée, égoïste et incapable de lui porter secours. Le Maroc a osé ce coup de force parce qu'il savait que l'Union européenne, paralysée par ses divisions internes, ne viendrait pas au secours de Madrid. C'est cette double dynamique — l'offensive marocaine et l'abandon européen — que nous allons décrypter.

L'OFFENSIVE MAROCAINE : UNE OPÉRATION TOTALE AUX OBJECTIFS MULTIPLES

L'agression de Ceuta n'est pas un coup de tête. C'est le produit d'une stratégie mûrement réfléchie, portée par le régime du Makhzen et soutenue par deux alliés de poids : les États-Unis de Donald Trump et l'entité sioniste.

LES OBJECTIFS POLITIQUES DE RABAT
Objectif affiché Traduction stratégique : Fragiliser Pedro Sánchez Le Premier ministre espagnol paie ses positions courageuses : reconnaissance de l'État de Palestine, condamnation du génocide à Gaza, interdiction des ports espagnols aux navires transportant des armes

vers Israël. Rabat veut le faire tomber ou le faire plier. Punir le rapprochement avec Alger Dix jours après la visite de Sánchez à Alger, le Maroc envoie un message clair : toute normalisation avec l'ennemi algérien aura un prix. Relancer le dossier de Ceuta et Melilla Comme pour le Sahara occidental, Rabat veut imposer la question de la souveraineté des enclaves sur la scène internationale, avec l'aide de think tanks américains et de la diplomatie israélienne. Démontrer son impunité En agissant avec le soutien tacite de Washington et de Tel-Aviv, le Maroc prouve qu'il peut défier l'Europe sans craindre de sanctions.

LES PARRAINS : TRUMP ET ISRAËL, MAIN DANS LA MAIN

Le timing de la crise n'est pas neutre. Il intervient à quelques semaines des élections de mi-mandat aux États-Unis. Donald Trump utilise immédiatement les images de Ceuta pour attaquer les Démocrates, les accusant de vouloir importer ce chaos aux frontières américaines. Mais au-delà de la rhétorique électorale, l'administration Trump agit concrètement : Menaces commerciales contre l'Espagne si elle refuse d'utiliser ses bases de Rota et Morón contre l'Iran. Soutien affirmé à la reconnaissance de la "marocanité" de Ceuta et Melilla, via des proches comme Michael Rubin (ex-Pentagone). Pression constante sur Madrid pour qu'elle renonce à son indépendance diplomatique. Israël n'est pas en reste. La rupture diplomatique entre Madrid et Tel-Aviv est consommée. L'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, tweete : "L'Espagne, si prompt à donner des leçons, ferait peut-être mieux d'expliquer pourquoi elle maintient des enclaves coloniales en Afrique." Benyamin Netanyahu et Itamar Ben Gvir se réjouissent publiquement de cette "leçon" infligée à Sánchez. L'objectif est clair : punir l'Espagne pour son soutien à la Palestine, et envoyer



un signal à toute capitale européenne qui oserait critiquer Israël.

Le Maroc agit donc comme un supplétif. Il sert les intérêts de ses alliés tout en poursuivant ses propres ambitions hégémoniques.

L'ESPAGNE, VICTIME SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DES ÉGOÏSMES NATIONAUX

L'Espagne est prise en étau. Sur le terrain, elle doit gérer un afflux massif. Sur le plan diplomatique, elle est isolée. Sur le plan intérieur, elle est fragilisée.

UNE SOUVERAINETÉ TERRITORIALE REMISE EN CAUSE

Pour la première fois, la question de la souveraineté de Ceuta et Melilla est portée au cœur du débat public international. Ce que le Maroc n'avait pas réussi en soixante-dix ans, il l'a accompli en 48 heures : faire de ces enclaves un sujet de discussion à l'ONU, dans les think tanks américains et dans les médias du monde entier. Le parallèle avec le Sahara occidental est désormais assumé. L'Espagne doit désormais dépenser une énergie diplomatique considérable pour défendre une souveraineté qui, hier encore, était considérée comme indiscutable.

UNE FRAGILISATION POLITIQUE INTERNE

L'opposition espagnole, notamment le Parti Populaire et Vox, crie à la "trahison". Sánchez est accusé d'avoir livré Ceuta en raison de son rapprochement avec l'Algérie et de ses positions anti-israéliennes. Sa crédibilité est en lambeaux. Le contrat de sécurité qu'il avait vendu aux Espagnols — "coopérer avec Rabat garantissant la stabilité" — est réduit en poussière. Une motion de censure ou des élections anticipées ne sont plus des hypothèses.

LA FIN DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE
L'Espagne avait osé une poli-

tique étrangère souveraine : reconnaissance de la Palestine, condamnation d'Israël, refus de servir de base arrière à une guerre contre l'Iran. Cette agression est la réponse. Désormais, Madrid est sommé de rentrer dans le rang. Toute critique d'Israël pourra être sanctionnée par une nouvelle vague migratoire. Toute velléité d'indépendance face à Washington sera punie. L'Espagne n'est plus maître de son destin diplomatique.

LA TRAHISON DE L'EUROPE : LE VRAI MOTEUR DU CHANTAGE MAROCAIN

Voici le cœur du drame. L'agression marocaine est brutale, mais elle ne pourrait réussir sans la trahison active et passive de l'Union européenne. C'est cette trahison qui transforme une crise locale en désastre stratégique.

L'ITALIE PORTE LE COUP DE GRÂCE

Le 1er août 2026, l'Italie de Giorgia Meloni suspend unilatéralement l'application de Schengen avec l'Espagne. Cette décision, prise sans l'aval de Bruxelles, est un véritable coup de poignard dans le dos de Madrid. Elle signifie que l'Espagne est désormais considérée comme un "risque sécuritaire" par un autre État membre. Que fait la Commission européenne ? Elle proteste mollement, rappelle que l'exclusion n'est pas légale, mais n'impose aucune sanction à l'Italie. La décision de Rome reste en vigueur. Le message est clair : chaque État membre peut désormais décider seul de fermer ses frontières à un autre, sans attendre l'avis de Bruxelles.

UNE SOLIDARITÉ QUI N'EXISTE PAS

L'Espagne a demandé de l'aide. Elle n'a reçu que des déclarations d'intention. Besoin de l'Espagne Réponse de l'UE, Déploiement massif de

Frontex Rien de significatif, Sanctions diplomatiques contre le Maroc Silence Répartition des migrants entre États membres Refus des pays de l'Est, indifférence des autres.

CONDAMNATION UNANIME DU CHANTAGE DIVISIONS, AMBIGUITÉS

L'UE regarde l'Espagne se faire prendre en otage et ne bouge pas. Pourquoi ? Parce que chaque pays calcule ses propres intérêts. L'Italie veut durcir sa politique migratoire. Les pays du Nord ne veulent pas accueillir de migrants. Les pays de l'Est rejettent toute solidarité. Le Maroc, lui, observe et savoure : ses alliés américains et israéliens ont eu raison de lui garantir l'impunité.

L'EUROPE A ELLE-MÊME CRÉÉ CE MONSTRE

Cette trahison n'est pas un accident. Elle est la conséquence logique d'une stratégie européenne qui a fait le choix, depuis des années, d'externaliser le contrôle de ses frontières à des États tiers, dont le Maroc. L'UE a :
· Financé les forces de sécurité marocaines.
· Signé des accords de réadmission.
· Fermé les yeux sur les violations des droits humains à la frontière.
Ce faisant, elle a donné au Maroc l'arme qu'il utilise aujourd'hui contre elle. En rendant Rabat indispensable à la sécurité des frontières, elle lui a offert la capacité de les ouvrir quand bon lui semble. Le chantage marocain est le fruit d'une dépendance que l'Europe a elle-même construite.

L'ALGÉRIE : LE PARTENAIRE STABLE DANS LA TEMPÊTE

Face à ce chaos, l'Algérie apparaît comme un îlot de stabilité. Son positionnement est celui d'un État responsable.





UNE DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE GAGNANTE

Au premier semestre 2026, l'Algérie a fourni 33,9 % des importations gazières de l'Espagne. Cette dépendance énergétique est un levier de poids pour Alger. Dans le contexte de la crise, Madrid a plus que jamais besoin de ce gaz fiable. L'Algérie capitalise sur cette situation pour renforcer son rôle de partenaire stratégique de l'Europe.

UN CONTRASTE SAISSANT

Tandis que le Maroc instrumentalise sa propre jeunesse pour faire chanter l'Europe, l'Algérie propose une coopération fondée sur le respect mutuel et les intérêts partagés. Ce contraste renforce la crédibilité d'Alger sur la scène internationale.

LA VIGILANCE RESTE DE MISE

Cependant, l'Algérie doit rester prudente. La fermeture des passages de Ceuta et Melilla pourrait dévier une partie des flux migratoires vers l'ouest du pays, dans la région de Tlemcen-Maghnia. Alger doit renforcer ses contrôles frontaliers et rester en alerte face à toute tentative de déstabilisation.

CE QUE LA CRISE DE CEUTA RÉVÈLE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

La crise de Ceuta est un test grandeur nature pour l'Union européenne. Elle révèle trois vérités stratégiques.

LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE EST UN MYTHE

Quand la pression monte, chaque État membre regarde ses propres intérêts. L'Italie ferme ses fron-

tières à l'Espagne. Les pays de l'Est refusent les migrants. L'Allemagne et la France prononcent des discours creux sur la "solidarité" mais n'agissent pas. L'Europe est une collection d'égoïsmes nationaux qui ne se hisse pas à la hauteur des défis. Le chantage migratoire est une arme redoutable

Le Maroc a prouvé qu'il pouvait, en 48 heures, plonger un État membre dans la crise et exposer les fragilités de l'ensemble du système. D'autres acteurs (Turquie, Russie, Libye) pourraient utiliser la même méthode à l'avenir. L'Europe est vulnérable, et elle le sait.

L'UE DOIT REPENSER SA POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE

L'externalisation du contrôle des frontières a créé des dépendances dangereuses. L'Europe doit construire une politique méditerranéenne globale fondée

sur : · Des partenariats économiques équilibrés.

· Une coopération énergétique durable.

· Un dialogue politique respectueux.

· La lutte contre les causes profondes des migrations.

· Une défense collective des frontières sans céder au chantage.

Tant que l'UE ne le fera pas, elle restera la proie des États qui utilisent la migration comme arme.

LES LEÇONS POUR L'ESPAGNE ET POUR L'EUROPE

Pour l'Espagne : l'heure des choix douloureux

Pedro Sánchez est acculé :

· Céder au chantage marocain, c'est renoncer à ses positions sur Gaza, sur l'Iran, sur le Sahara, et accepter une humiliation durable. · Résister, c'est risquer une nouvelle vague migratoire et une fragmentation accrue au sein de l'UE. Quelle que soit la voie choisie, l'Espagne sort affaiblie de cette crise. Sa souveraineté territoriale est entamée. Sa crédibilité européenne est réduite à néant. Son autonomie diplomatique est soumise à l'arbitraire de Rabat, de Washington et de Tel-Aviv.

POUR L'EUROPE : L'IMPÉRATIF DE L'UNITÉ

La crise de Ceuta est un avertissement. Si l'Europe ne se dote pas d'une stratégie migratoire commune, elle continuera à être prise en otage par ses voisins. Si elle laisse un État membre être sacrifié, elle montre au monde qu'elle n'est pas une communauté de destin, mais une simple zone de libre-échange où la solidarité est un mot vide de sens.

Le Maroc a gagné parce que l'Europe l'a laissé gagner. La seule façon de briser ce cycle est de construire une réponse collective, ferme et crédible. Sinon, Ceuta ne

sera que la première d'une longue série de crises.

CONCLUSION : CEUTA, UN TOURNANT STRATÉGIQUE POUR LA MÉDITERRANÉE

Ceuta 2026 n'est pas une crise migratoire. C'est une démonstration de force du Maroc, soutenu par Trump et Israël, pour punir l'Espagne de ses positions courageuses sur Gaza et l'Iran, et pour rappeler à l'Europe que la sécurité de ses frontières sud passe par Rabat. Mais cette démonstration n'aurait pas réussi sans la trahison de l'Europe : l'Italie qui ferme ses frontières, la Commission qui proteste sans agir, les États membres qui regardent ailleurs. Le chantage marocain est une arme à double tranchant. Il blesse l'Espagne, mais il révèle aussi les failles béantes d'une Union européenne incapable de se défendre elle-même.

TROIS LEÇONS POUR L'AVENIR :

L'Europe ne peut construire sa sécurité sur la dépendance. En externalisant le contrôle de ses frontières, elle a offert à ses voisins les moyens de la faire chanter. La solidarité européenne est un impératif stratégique, pas une option. Si l'UE ne protège pas l'un des siens, elle montre au monde qu'elle n'est pas un acteur politique crédible. La Méditerranée est devenue un champ de bataille géopolitique. Les frontières ne sont plus des lignes sur une carte, mais des espaces de confrontation où se jouent les rapports de force mondiaux.

L'avenir de l'Europe dépendra de sa capacité à transformer ses frontières méridionales en espaces de coopération maîtrisée, et non en lignes de fragilité où chaque crise devient un instrument de chantage. Ceuta est un avertissement. L'Europe a-t-elle entendu ?

S. L.



L'ECHO D'ALGERIE

L'APN À L'ÉPREUVE DES ATTENTES :

Les parlementaires déterminés à porter la voix des Algériens

Les nouveaux députés de l'Assemblée populaire nationale, désormais installés fraîchement au sein de l'hémicycle de Zighoud Youcef, affichent la ferme ambition de donner un souffle nouveau à l'institution parlementaire.



Bien décidés à ne pas se cantonner à un rôle figuratif, ces élus entendent pleinement investir leurs prérogatives constitutionnelles, à savoir l'élaboration des lois et un contrôle rigoureux du travail gouvernemental. Cette prise d'initiative s'inscrit dans un contexte marqué par de profondes mutations, où l'Algérie traverse une phase décisive de réformes politiques et économiques structurantes. Face aux défis socio-économiques actuels, les nouveaux locataires de l'APN cherchent ainsi à se positionner comme un acteur central de la gouvernance nationale et un relais efficace face aux nombreuses préoccupations quotidiennes de la population. S'exprimant sur cette feuille de route, à l'issue des travaux de ratification de la liste des vice-présidents de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) et annonce de la constitution des groupes parlementaires, tenus jeudi, le député indépendant, Djaafar Chorfi a tenu à réaffirmer les trois piliers fonamen-

taux de l'action parlementaire, légiférer avec exigence, évaluer sans complaisance l'exécutif et incarner une représentation fidèle du peuple. Selon lui, la réussite de cette nouvelle législature repose sur une implication directe et constante des parlementaires dans les grands chantiers de développement du pays. En élevant le niveau de la production législative et en renforçant l'éthique de la représentation populaire, l'Assemblée populaire nationale vise à restaurer pleinement la confiance entre le citoyen et ses institutions. Cette démarche, guidée par le respect strict des principes constitutionnels, ambitionne de transformer les attentes et les aspirations de la société algérienne en politiques publiques concrètes et efficaces. Pour sa part, Hadjira Abbas, députée élue sous la bannière du Mouvement El-Bina, a tenu à réaffirmer toute la mesure de sa

responsabilité au sein de la nouvelle Assemblée populaire nationale. S'exprimant sur l'esprit qui anime son mandat, elle a souligné que sa présence au Parlement répond avant tout à une volonté renouvelée de se mettre au service d'une nation qui a plus que jamais besoin de la mobilisation de l'ensemble de ses enfants. Selon l'élue, ce devoir d'engagement collectif constitue la clé pour surmonter les défis actuels, consolider l'intérêt général et bâtir un avenir prospère au bénéfice de l'ensemble des citoyens algériens. De son côté, le député affilié à même formation politique a tenu à réaffirmer le rôle central que doivent jouer les représentants du peuple. Il a souligné qu'au cours de ce mandat, les parlementaires s'engagent à relayer avec une totale transparence les préoccupations des citoyens, qu'ils résident dans les grandes villes ou dans les villages les

plus reculés du pays. Se définissant comme de véritables ambassadeurs de la population, il a rappelé que le suffrage exprimé et la confiance accordée par les électeurs imposent un devoir de responsabilité et d'exigence. Pour El Mekki, l'ambition ultime de cette mission consiste à se montrer à la hauteur de ces attentes légitimes en faisant remonter fidèlement les revendications citoyennes jusqu'au plus haut sommet de l'État, contribuant ainsi à l'édification d'une Algérie forte et appuyée sur des institutions solides. La députée Saïda Naïti, élue de la wilaya de Tougourt, a tenu à souligner l'ampleur des responsabilités qui lui incombent pour répondre aux attentes pressantes de ses concitoyens. Portant la voix d'une région aux enjeux multiples, elle a affirmé prendre à bras-le-corps un vaste dossier de doléances touchant des secteurs clés tels que l'emploi, l'éducation, l'agriculture et, tout particulièrement, l'habitat. Ce dernier domaine constitue un enjeu d'autant plus prioritaire et sensible pour la population locale qu'il conditionne directement l'amélioration du cadre de vie et le développement urbain de la wilaya. Reconnaissante de la confiance qui lui a été accordée, l'élue a exprimé sa ferme détermination à se montrer à la hauteur du mandat qui lui est confié. Son ambition est de se faire l'écho fidèle et persévérant non seulement des préoccupations des habitants de Tougourt, mais aussi des attentes légitimes de l'ensemble des populations du Sud algérien au sein de l'Assemblée nationale populaire.

LE QUOTIDIEN D'ORAN

Ceuta et un coup de couteau dans le dos

Partant en véritable croisade, une population marocaine de plus de 60.000 aventuriers pour mettre pied en terre espagnole est tout sauf un hasard. Elle est signée. Une telle invasion est indubitablement la préparation et le fait du pouvoir marocain. Mais elle n'étonne pas quand on sait de qui tient le Makhzen sa perversité et avec quoi ont été construites à travers son histoire les traîtrises qui l'ont caractérisé.

Ce coup de couteau dans le dos contre l'Espagne n'est pas une surprise et on en a eu déjà des avant-goûts en 2021 et même avant, lorsque des graves filouteries du genre s'étaient manifestées au grand jour. La monarchie n'a jamais eu cure d'expédier ses enfants sur le gril pour préserver son trône quand il vacille.

Aujourd'hui, il fallait préserver le palais d'une tempête politique et sociale que la faim et la misère du peuple marocain ne tenant plus, attisaient. La guerre au cœur du sérail fait rage et elle est devenue un secret de polichinelle. Le règne monarchique chancelait, la gravité de la situation si évidente, et le pouvoir du roi, gravement malade, étant en hypothèque, il fallait manigancer une parade en renouvelant les recettes habituelles. Le tort de l'Espagne est de n'avoir pas tenu compte de la friponnerie et la sounoiserie historiques manifestes du pouvoir monarchique marocain et de s'être soumise à un chantage répétitif.

Elle a sans doute cru qu'elle était astreinte à se ménager une marge diplomatique pour préserver ses intérêts quitte à déroger à sa ligne de conduite. Pour le moment, on ignore ce que la lourde bravade marocaine provoquera comme incidences. Sauf que le décompte des noyés de migrants pas comme les autres a débuté. Des voix incriminantes de quelques pays européens contre l'Espagne se font déjà entendre pour réclamer une reconfiguration de l'espace Schengen dans une Europe déjà fragilisée.

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Le dialogue ne suffit pas, il faut un cap commun

Le dialogue est souvent présenté comme la solution à toutes les crises. Pourtant, dialoguer n'a jamais constitué une fin en soi. Encore faut-il savoir pourquoi l'on se réunit et sur quelles bases le débat va s'engager. Sans objectif clairement défini, le dialogue risque de devenir un simple exercice de communication où chacun campe sur ses positions avant de repartir avec les mêmes certitudes qu'à son arrivée.

L'initiative annoncée par le président de la République d'engager un dialogue avec les partis politiques peut représenter une véritable opportunité. Mais cette rencontre ne prendra tout son sens que si elle dépasse les préoccupations partisans pour s'attaquer aux véritables enjeux auxquels l'Algérie est confrontée.

Le pays évolue dans un environnement régional particulièrement instable, où les menaces sécuritaires, les bouleversements géopolitiques et les incertitudes économiques imposent plus que jamais une cohésion nationale solide.

La priorité n'est donc pas de rouvrir les blessures du passé ni d'organiser un procès politique permanent. Les Algériens connaissent leurs divergences. Ils les expriment depuis des décennies. Ce dont le pays a besoin aujourd'hui, c'est d'un espace où

les désaccords puissent s'exprimer sans remettre en cause l'essentiel : l'État, les institutions et la stabilité nationale.

Le véritable défi consiste à identifier ce qui nous rassemble avant de débattre de ce qui nous oppose. Il existe des sujets qui ne devraient plus être des terrains de confrontation politique : la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale, la sécurité du pays, le développement économique, la justice sociale ou encore l'avenir de la jeunesse. Sur ces questions, la compétition politique doit laisser place à une responsabilité collective.

Force est de constater que notre culture politique peine encore à faire vivre un débat serein. Trop souvent, les discussions glissent vers les attaques personnelles, les procès d'intention ou les surenchères idéologiques.

Les réseaux sociaux amplifient parfois ces fractures jusqu'à alimenter des discours régionalistes ou identitaires qui ne profitent à personne. Cette manière de faire de la politique épuise les citoyens et détourne l'attention des véritables priorités.

Pendant que nous nous enfermons dans des querelles sans fin, le monde change à une vitesse remarquable. Les rapports de force internationaux se recomposent, les économies se transforment sous l'effet des

nouvelles technologies, la compétition énergétique s'intensifie et les crises régionales se multiplient. Dans ce contexte, les nations qui avancent sont celles qui savent préserver leur unité intérieure tout en acceptant le débat démocratique.

L'Algérie dispose pourtant d'atouts considérables. Sa position géographique, ses ressources, sa jeunesse et son poids diplomatique lui offrent de réelles perspectives. Mais ces atouts ne produiront leurs effets que si le climat politique favorise la confiance plutôt que la confrontation permanente. Le développement économique exige de la stabilité. Les investisseurs recherchent de la visibilité. Les grandes réformes nécessitent de la continuité. Aucune stratégie de long terme ne peut prospérer dans un climat de tensions politiques permanentes.

Peut-être est-il temps d'engager une véritable trêve politique. Non pas pour faire taire les opinions, mais pour instaurer une nouvelle manière de débattre. Une trêve où chacun accepte que l'intérêt supérieur de la nation constitue la seule ligne rouge infranchissable. Les alternances, les oppositions et les critiques continueront naturellement d'exister ; elles sont le propre de toute vie démocratique. Mais elles gagneraient à s'inscrire dans un cadre où le destin du

pays ne devient jamais l'otage des rivalités partisans.

Le dialogue annoncé pourrait alors dépasser le simple rendez-vous politique pour devenir le point de départ d'un nouveau contrat de confiance entre l'État, les partis et les citoyens. Un contrat fondé sur quelques principes simples : le respect des institutions, la protection de l'unité nationale, la continuité des grandes politiques publiques et la mobilisation de toutes les compétences au service du développement.

L'histoire montre que les nations se renforcent lorsqu'elles savent transformer leurs différences en complémentarités plutôt qu'en fractures.

L'Algérie n'a pas besoin d'un consensus de façade ni d'une unanimité artificielle. Elle a besoin d'une vision partagée, capable de rassembler les énergies autour d'un même objectif : construire un État plus fort, une économie plus performante et une société plus confiante dans son avenir.

Le dialogue sera alors bien plus qu'une rencontre entre responsables politiques. Il deviendra un choix stratégique, celui de faire de l'intérêt national le point de convergence de toutes les sensibilités. C'est sans doute à cette condition qu'il pourra ouvrir une nouvelle étape dans la vie politique du pays.

PALESTINE OCCUPÉE

Plusieurs martyrs et des blessés à Gaza suite à des bombardements sionistes

Un Palestinien a été tué et dix autres blessés hier soir lors de frappes aériennes israéliennes sur le quartier de Sabra et le camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza.

Selon les correspondants de Wafa, un drone israélien a ciblé un vélo électrique dans le quartier de Sabra, au sud de la ville de Gaza, tuant un Palestinien.

Par ailleurs, des avions de combat israéliens ont bombardé un bâtiment à l'est du camp de réfugiés de Nuseirat, blessant dix Palestiniens qui ont été transportés au complexe médical Al-Awda à Nuseirat.

Un citoyen est tombé en martyr et deux autres ont été blessés aujourd'hui, hier, dans les bombardements de l'occupation israélienne dans le centre de la bande de Gaza.

Notre correspondant a rapporté qu'un drone israélien avait bombardé un groupe de citoyens dans la ville de Deir al-Balah, au centre de la bande de Gaza, tuant un citoyen et en blessant deux autres, qui ont été transférés à l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa.

Des sources médicales ont annoncé aujourd'hui que le bilan de la guerre d'extermination menée par l'occupation dans la bande de Gaza s'élève à 73 349 martyrs et 174 162 blessés depuis le 7 octobre

2023.

Elle a expliqué que le nombre total de martyrs depuis le cessez-le-feu du 11 octobre est passé à 1 222, et les blessés à 4 053, tandis que le nombre total de récupérés a atteint 804, expliquant qu'un certain nombre de victimes sont encore sous les décombres et sur les routes, à la lumière de l'incapacité des ambulanciers et des équipes de secours à les atteindre.

Le bilan de la guerre d'extermination menée par les forces d'occupation israéliennes dans la bande de Gaza s'élève à 73 349 martyrs et 174 162 blessés depuis le 7 octobre 2023.

Des sources médicales ont déclaré que les hôpitaux de la bande de Gaza avaient reçu 8 martyrs au cours des dernières 24 heures, dont l'un a succombé à ses blessures, en plus de 76 blessés.

Elles ont expliqué que le nombre total de martyrs depuis le cessez-le-feu du 11 octobre est passé à 1 222, et les blessés à 4 053, tandis que le nombre total de récupérés a atteint 804, expliquant qu'un certain nombre de victimes sont encore sous les décombres et sur les routes, à la lumière de l'incapacité des ambulanciers et des équipes de secours à les atteindre.

DES COLONS TERRORISTES BRÛLENT UN VÉHICULE ET ÉCRIVENT DES SLOGANS RACISTES À SURIF, À AL KHALIL

Des colons terroristes ont brûlé un véhicule samedi et écrit des slogans racistes sur les murs d'une maison dans la ville



de Surif, au nord-ouest de Hébron.

Le maire de Surif, Hazem Ghunaimat, a déclaré à Wafa que les colons de la colonie de Beit Ain, établie sur des terres appartenant aux citoyens au nord-ouest d'Hébron, ont pris d'assaut la zone de Deir al-Nil dans la ville, ont attaqué les maisons des citoyens, brûlé le véhicule du citoyen Moataz Muhammad Abdullah Ghunaimat, et ont causé des dommages à un autre véhicule, ainsi qu'ils ont essayé de brûler une maison, et ont écrit des slogans racistes sur les murs d'un autre.

Selon la Commission de résistance au mur et aux colonies, l'armée d'occupation et les colons ont mené 11074

attaques au cours du premier semestre 2026. Les attaques comprenaient la saisie de terres et de biens, l'expansion coloniale, le déplacement forcé, les exécutions sur le terrain et le sabotage, la construction de bulldozers, l'arrachage d'arbres, des fermetures et des barrières qui rompent les liens de la géographie palestinienne.

Les données de la Commission ont montré que ces attaques étaient concentrées dans le gouvernorat d'Hébron avec 2224 attaques, suivies des gouvernorats de Ramallah et d'Al-Bireh avec 2175 attaques, puis de Naplouse avec 2095 attaques, tandis que le gouvernorat de Bethléem a enregistré 1137 attaques au cours de la même période.

L'OCCUPATION FAIT DES RAIDS SUR DES DIZAINES DE MAISONS À ASIRA AL-SHAMALIYA, ET ARRÊTE DES PALESTINIENS

Les forces d'occupation israéliennes ont attaqué des dizaines de maisons dans la ville d'Asira Al-Shamaliya, au nord de Naplouse, hier, à l'aube.

Des sources de sécurité ont rapporté que les forces d'occupation ont pris d'assaut des dizaines de maisons dans la ville d'Asira Al-Shamaliya et détenu des dizaines de citoyens à l'intérieur d'une des maisons, qu'ils ont converties en centres d'enquête sur le terrain.

LIBAN

Le président libanais affirme que le rôle de l'armée s'accroît et appelle à un déploiement complet à la frontière sud

Le président libanais Joseph Aoun a déclaré hier que les responsabilités de l'armée libanaise s'étaient accrues face aux évolutions dans le sud du pays, à la frontière avec l'entité sioniste, soulignant que la prochaine étape nécessitait un déploiement complet des forces armées le long de la frontière méridionale. Dans une déclaration présidentielle publiée à l'occasion du 81e anniversaire de l'armée libanaise, Aoun a affirmé que l'armée était « le seul garant de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban ». « Il est temps d'établir fermement ce principe constitutionnel et national : aucune arme en dehors de la légitimité de l'État n'a de légitimité, et il n'existe aucune protection pour le Liban en dehors de son armée nationale », a-t-il déclaré.

Aoun a estimé que seule l'armée libanaise disposait de « l'autorité de décision, de la capacité et de la légitimité » pour constituer l'unique force militaire de l'État. En août 2025, le gouvernement libanais avait approuvé une décision visant à placer toutes les armes, y compris celles détenues par le Hezbollah, sous l'autorité exclusive de l'État. Le gouvernement avait chargé l'armée libanaise d'élaborer un plan de désarmement avant la fin du mois et d'achever sa mise en œuvre avant la fin de l'année. En janvier, l'armée libanaise avait annoncé que la première phase de son plan visant à placer les armes sous le contrôle de l'État avait atteint ses objectifs au sud du fleuve Litani et était entrée dans une phase avancée. Elle avait toutefois averti que les attaques israéliennes continues et l'occupation

de territoires libanais entravaient l'achèvement du plan. Concernant le sud du Liban, Aoun a déclaré que la responsabilité de l'armée augmentait « à chaque étape du retrait israélien du territoire libanais ». « La prochaine phase nécessite le déploiement complet des unités militaires tout au long de la frontière sud et l'extension exclusive de l'autorité de l'État sur son territoire », a-t-il affirmé, ajoutant qu'une telle mesure démontrerait la capacité du Liban à protéger sa souveraineté et permettrait le retour en sécurité des habitants dans leurs villages. Le président libanais a également promis que la présidence, le Parlement et le gouvernement poursuivraient leurs efforts pour améliorer les conditions de vie des militaires et obtenir un soutien international supplémentaire pour l'armée, notam-

ment en matière d'équipements et de formation. Le 21 juillet, l'armée libanaise a commencé à se déployer dans la ville de Zawtar al-Gharbiyeh, dans le cadre de la première phase de mise en œuvre de l'accord intervenu après le retrait de l'armée israélienne. Zawtar al-Gharbiyeh fait partie des « zones pilotes » prévues dans cette première phase. Malgré l'accord, Israël continue d'occuper certaines zones du sud du Liban, certaines depuis plusieurs décennies et d'autres depuis la guerre de 2023-2024. Lors de ses dernières opérations, les forces israéliennes ont également avancé de plus de 10 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais. Selon le ministère libanais de la Santé, les attaques israéliennes depuis le 2 mars ont fait plus de 4 300 morts et plus de 12 200 blessés.

Pourquoi suis-je fatigué par le changement de saison ?

À l'approche de l'hiver, de nombreuses personnes ressentent une baisse de moral et une fatigue passagère. Pour certains, cette fatigue survient même à chaque changement de saison. Explications !

LES CHANGEMENTS DE SAISON SONT SOURCE DE FATIGUE

Que ce soit à l'arrivée du froid de l'automne ou au printemps, lorsque la nature se réveille, il est très courant d'éprouver une fatigue passagère.

Si des petites baisses d'énergie sont tout à fait normales en cours d'année, elles ne doivent pas se chroniciser.

Ainsi, la fatigue récurrente et persistante liée au changement de saison doit être prise au sérieux. Chez certaines personnes, elle peut altérer considérablement la qualité de vie, en particulier pendant l'hiver.

Le phénomène est de plus en plus étudié et l'on sait aujourd'hui bien le prendre en charge et même le prévenir, notamment grâce à la photothérapie (luminothérapie).

Mieux vaut donc réagir à temps pour retrouver toute son énergie rapidement !

LE BLUES D'AUTOMNE

Nous y sommes tous sujets, à des degrés divers. Lorsque les jours raccourcissent, que le froid s'installe, on est moins actif, plus fatigué, et on souffre parfois d'une petite baisse de moral. Rien de plus normal.

Si les études scientifiques n'ont pas identifié clairement les causes de ce blues d'automne, on sait que la baisse de la luminosité y joue un grand rôle.

Différents mécanismes agissent probablement en combinaison, dont :

Un trouble du rythme circadien (réduction de son amplitude). Notre horloge interne doit être en phase avec les conditions d'ensoleillement et l'alternance jour/nuit. L'organisme reçoit notamment la lumière à travers



la rétine, dans l'oeil, qui relaie les signaux au cerveau. Celui-ci est le « chef d'orchestre » du rythme circadien, mais il semble qu'à l'automne, un dérèglement soit fréquent.

Une désynchronisation ou une perturbation de la sécrétion de la mélatonine (l'hormone du sommeil).

Une modification des concentrations cérébrales de neurotransmetteurs (les molécules qui servent de « messagers » entre les neurones), dont la sérotonine, qui régule l'humeur.

Le manque de stimulation lumineuse au niveau de la rétine, ce « film photographique » du fond de l'œil qui, chez certaines personnes, serait moins sensible à la lumière.

Résultat, à mesure que les jours raccourcissent, un décalage peut se créer entre le rythme circadien interne et les signaux extérieurs, ce qui conduit à une fatigue parfois persistante.

LA FATIGUE SAISONNIÈRE : PAS SEULEMENT EN HIVER !

Si l'on connaît tous la fatigue hivernale, le fait d'être exténué au printemps peut paraître plus inhabituel. Pourtant, de nombreuses personnes ont une baisse d'énergie au moment où la végétation se réveille et que le soleil

chauffe à nouveau.

Pourquoi ? Là encore, les mécanismes sont multiples. On parle notamment d'épuisement du système immunitaire, qui a lutté contre de nombreux microbes durant l'hiver. Il n'est d'ailleurs pas rare d'attraper un rhume carabiné en plein mois d'avril.

Enfin, certains scientifiques avancent l'idée que le corps doit se réajuster lorsque les jours s'allongent. Mis en « hibernation », le métabolisme fonctionnait au ralenti durant l'hiver. Le corps a sécrété davantage de mélatonine, la fameuse hormone du sommeil. Au printemps, les sécrétions de mélatonine et d'un neurotransmetteur stimulant (la sérotonine) doivent donc se rééquilibrer. Cette phase d'ajustement, qui prend quelques semaines, peut entraîner une fatigue.

Celle-ci dure toutefois moins longtemps que la fatigue de l'automne.

DÉPRESSION SAISONNIÈRE : UNE VRAIE MALADIE

Le blues survenant pendant les mois d'hiver est décrit depuis l'Antiquité. Cependant, ce n'est que depuis les années 1980 que les médecins reconnaissent que, chez certaines personnes, il s'agit d'une vraie maladie : la dépression saisonnière, ou trou-

ble affectif saisonnier.

Dans les pays tempérés et nordiques, 10% de la population serait concernée par ce syndrome. Si l'on se base sur les critères les plus stricts de diagnostic, la prévalence atteindrait plutôt 1 ou 2% des adultes en Europe et en Amérique du Nord. La dépression saisonnière est plus fréquente chez les femmes (presque 4 fois plus que chez les hommes), notamment avant la ménopause. Les enfants et adolescents peuvent aussi être touchés, mais ce trouble se manifeste le plus souvent pour la première fois dans la vingtaine. Contrairement à la fatigue hivernale passagère, il s'agit là d'une vraie dépression, dont l'impact sur la qualité de vie peut être considérable.

Les symptômes principaux sont la perte d'énergie, la tristesse, le besoin de dormir plus qu'à l'accoutumée, l'augmentation de l'appétit (fringales sucrées) et la prise de poids.

Ces symptômes, qui surviennent généralement à l'automne, disparaissent d'eux-mêmes au printemps.

FATIGUE PERSISTANTE ? UN EXAMEN S'IMPOSE !

Une fatigue persistante n'est jamais normale. Elle peut être le signe d'un problème plus grave, comme une maladie chronique, ou une dépression (c'est d'ailleurs le symptôme principal de la dépression). Certaines maladies infectieuses, comme la mononucléose, peuvent aussi se traduire par une grande fatigue. Ainsi, lorsque la fatigue dure, il ne faut pas hésiter à consulter son médecin. Celui-ci effectuera probablement un bilan sanguin en plus d'un examen médical.

Cela permettra d'écarter certaines causes de fatigue chronique, comme l'hypothyroïdie ou l'anémie (carence en fer). Dans la majorité des cas, toutefois, l'examen ne révèle rien d'anormal.

Le meilleur moyen pour retrouver sa forme sera donc de continuer à rester actif en hiver, notamment en pratiquant une activité sportive régulière, de

garder de bonnes habitudes de sommeil et d'adopter une alimentation équilibrée en attendant les beaux jours !

La luminothérapie comme solution !

En cas de véritable dépression saisonnière, revenant année après année, la luminothérapie (ou photothérapie) a fait ses preuves. C'est le traitement de choix, même si des antidépresseurs peuvent aussi être prescrits en cas de symptômes sévères.

Bien qu'il n'existe pas vraiment de consensus scientifique quant à l'intensité lumineuse, le spectre et la durée de l'exposition nécessaires au traitement, la plupart des lampes proposent une lumière proche de celle du soleil.

Des études récentes ont toutefois montré que la lumière « bleue » était aussi efficace. La luminothérapie est efficace rapidement, après 2 semaines de traitement environ.

Les études montrent qu'elle permet :

d'augmenter le degré d'activité pendant la journée, d'augmenter l'amplitude des rythmes circadiens, de normaliser les retards de phase des rythmes circadiens (le fait, fréquent en cas de dépression saisonnière, de décaler l'heure du coucher et de peiner à se lever le matin).

DÉPRESSION SAISONNIÈRE : COMMENT LA PRÉVENIR ?

Si vous êtes sujet aux dépressions saisonnières, certaines mesures peuvent limiter l'intensité de votre blues :

Sortir le plus souvent possible de chez soi, même en hiver, pour bénéficier de la lumière du soleil (la luminosité en appartement est faible) ;

Quelle que soit la météo, passer le plus de temps possible à l'extérieur et y faire une activité physique modérée (marche, vélo, par exemple pour se rendre au travail) ;

Pratiquer un sport de façon régulière, si possible en plein air.

Voici la liste des aliments à ne surtout pas manger le soir !

Pour ne pas prendre de poids ou jouir d'un sommeil paisible, il est nécessaire de surveiller les aliments du dîner. Voici quelques plats à éviter !

Le contenu de votre assiette du soir influe sur la qualité de votre sommeil et sur votre ligne ! Le soir, le corps a en effet tendance à stocker les graisses.

LE SOIR, ON MANGE LÉGER !

Le soir, le corps va stocker les graisses et même, transformer le sucre en gras au niveau du ventre, des hanches et des fesses.

Logique, car il n'a pas besoin de beaucoup d'énergie pendant le sommeil. Et lorsqu'on mange trop gras, la digestion est rendue difficile et peut troubler votre repos : spasmes, crampes, gaz, acidités, réveils nocturnes...

Il vaut mieux manger peu et éviter ainsi d'avoir le ventre lourd. On conseille même de terminer le dîner avec une petite faim. « Mange comme un roi le matin, comme un prince le midi et comme un pauvre le soir », ça vous dit quelque chose ? Le dicton est sage.

Tentez également de dîner au moins deux heures avant de vous coucher. La digestion sera alors bien entamée et cette habitude permet de réduire considérablement les acidités et autres reflux gastriques ressentis une fois allongé.

ÉVITEZ LES PLATS TROP GRAS, TROP SALÉS

Le soir, pas question de manger des aliments frits (frites, nuggets, chips, nems). En règle générale, il vaut mieux les fuir pour garder la ligne tant ils contiennent de

lipides. De même, la charcuterie, les viandes rouges - très riches en protéines - et les fromages doivent être évités lors du dîner pour éviter de faire travailler l'estomac la nuit et de stocker des graisses.

Autre conseil, du côté des poissons. Les poissons gras (sardines, maquereaux, saumons) sont certes bons pour la santé mais, une fois de plus, bien trop gras pour le soir. Préférez les poissons dits maigres : colin, cabillaud, etc.

Évitez également les pizzas et les pâtes, riches en gluten et par conséquent difficiles à digérer.

ATTENTION AUX ALIMENTS TROP SUCRÉS

Les desserts... Que c'est difficile de s'en passer ! Le soir, si vraiment vous souhaitez terminer sur une note sucrée, pourquoi

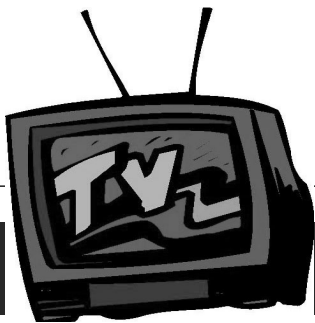
ne pas opter pour une tisane (camomille ou tilleul) aromatisée de miel ?

Cette dernière vous garantira un sommeil paisible et un repos vraiment réparateur. Si vous recevez des amis, les pâtisseries s'inviteront sans doute à votre table. N'oubliez pas que cela doit rester occasionnel.

Enfin, sachez que les glaces sont à proscrire lors du souper. Elles se transforment en graisses et font grossir. Le sorbet est moins gras, meilleur pour la santé, mais n'en abusez pas, c'est très sucré.

DERNIERS CONSEILS ?

Évitez l'alcool, le café, le pain blanc, les laitages et le chocolat (sauf noir et fort en cacao). Tous ces efforts vous aideront à garder la ligne et apporteront des bienfaits à tout l'organisme, essayez



Selection du jour

TF1

20h10

Madame Web

Avec Dakota Johnson, Sydney Sweeney, Isabela Merced, Emma Roberts, Adam Scott, Tahar Rahim, Celeste O'Connor, Kerry Bishé, Zosia Mamet, José Maria Yazpik, Kathy-Ann Hart, Jennifer Ellis, Kris Sidberry, Erica Souza

À New York, Cassandra Webb, ambulancière, découvre qu'elle possède le pouvoir de voir et même de modifier l'avenir. Un don qu'elle décide immédiatement de mettre au service d'autrui. Mais bientôt, le redoutable Ezekiel Sims, lui aussi capable de lire l'avenir, se lance à la poursuite de Cassandra et des trois jeunes femmes avec qui elle s'apprête à s'associer pour le tuer.

5
20h05

Les 100 lieux qu'il faut voir

C'est l'histoire d'une région devenue mondialement célèbre par la grâce de sa lumière, mais surtout par le talent de deux peintres exceptionnels : Henri Matisse et André Derain. En 1905, ils débarquent à Collioure et sont éblouis par l'intensité des couleurs locales. Ils vont révolutionner la peinture en créant le fauvisme. En quelques semaines, ils produisent 250 toiles aux teintes vibrantes qui marqueront l'histoire de l'art, et qui seront des balises dans la découverte de cette région à l'intensité unique... Partons à la recherche de cette lumière qui a inspiré tant de créateurs.



6

20h10

Capital

Présenté par : Julien Courbet

Chaque été, les îles de Ré, d'Oléron et de Belle-Île-en-Mer attirent des millions de vacanciers en quête de fraîcheur. Pour séduire les touristes, elles rivalisent d'innovations et de bons plans. Hébergement, restauration, loisirs, transports... laquelle offre le meilleur rapport qualité-prix ? Les équipes de Capital ont comparé leurs atouts. Oléron mise sur des

hébergements à prix cassés, avec des locations dès 600 euros la semaine. Ré valorise ses villas haut de gamme, tandis que Belle-Île propose des séjours économiques, transport et repas compris. Malgré le coût de la vie insulaire, certains commerçants parviennent aussi à limiter la hausse des prix.

france
2

20h10

Yo Mama



Avec Claudia Tagbo, Zaho, Sophie-Marie Larrouy, Jean-Pascal Zadi, Diamadou Sissoko, Abdelmadjid Guemri, Yanis Salliot, Olivia Kuy

Bouleversées par le clip de rap provocateur réalisé par leurs fils de 11 ans, trois mères de famille décident de relever le défi en créant leur propre morceau. Ce qui devait être une simple réponse pour renouer le dialogue avec leurs enfants se transforme rapidement en un véritable phénomène. Propulsées sous les projecteurs grâce à un succès aussi inattendu qu'éclatant, les trois meilleures amies se retrouvent plongées dans l'univers du rap, un milieu dont elles ignorent les règles et où leur nouvelle célébrité risque bien de les dépasser.

france
3

20h10

Enquête à haut risque

Avec Elaine Cassidy, Morten Suurballe, Angeline Ball, Lisa Hogg, Geordie Johnson, Paul Popowich, Risteard Cooper, Kate Moran, Catherine Walker, Rory Nolan ... et Aaron Monaghan

Alors que le lieutenant Emer Byrne hésite à abandonner son enquête, elle comprend en discutant avec son mentor, le capitaine Heffernan, que certaines personnes veulent à tout prix étouffer l'affaire. Emer se rend à Anvers pour aider à la recherche de Fionn Brannigan, mais alors que l'affaire semble être dans une impasse, la découverte d'un corps et un indice médico-légal changent tout.



W9

20h25

Le pacha

Avec Jean Gabin, Dany Carrel, André Pousse, Jean Gaven, Maurice Garrel, Serge Gainsbourg, Robert Dalban, Louis Seigner, Noëlle Adam, Marianne Comtell, Germaine Delbat, Carmen Aul, Rita Réaumur, Béatrice Delf, Félix Marten

Des diamants sont chargés dans un fourgon spécial à destination du Bourget. Mais le convoi, escorté par des motards et une voiture de police, tombe dans une embuscade montée par le dangereux malfaiteur Marcel Lurat, dit «Quinquin». Celui-ci rafle les diamants et liquide quelques-uns de ses complices au moment du partage. Le commissaire divisionnaire Joss, qui est à six mois de la retraite, se retrouve avec cette affaire sur les bras. L'inspecteur du convoi, qui était son ami d'enfance et son camarade de métier, a lui aussi été assassiné.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Edité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e- mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

*Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.*

15,162 LES EXPORTATIONS de l'Algérie en gaz naturel acheminé par gazoduc ont atteint 15,162 milliards de dollars, représentant 29,2% des exportations nationales en 2024, selon la BM.

CRISE DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ

Entre bras de fer USA-Iran et alerte mondiale de l'ONU, les médiateurs cherchent une issue

Le détroit d'Ormuz, artère vitale par laquelle transite près d'un cinquième du pétrole mondial, est redevenu l'épicentre d'une crise majeure. Six mois d'escalade militaire dans le Golfe ont transformé un conflit régional en facteur d'instabilité globale. Alors que les médiateurs régionaux et internationaux s'activent pour trouver une issue à la crise, Washington durcit le ton face à Téhéran, qui défend ses droits maritimes et exige la levée des sanctions occidentales contre son économie.

Le président américain Donald Trump a de nouveau élevé la pression vendredi lors d'une réunion de cabinet à Camp David, dans le Maryland. Devant la presse, il a affirmé que Washington continuerait à frapper l'Iran « très durement » et que l'objectif des États-Unis était de « gagner » la guerre. « Nous voulons simplement gagner. Nous nous en sortons très bien. Nous essayons d'être aussi conciliants que possible dans une situation comme celle-ci. Mais eux sont en train d'être décimés », a-t-il déclaré. Pour le président américain, le message est sans ambiguïté : « L'Iran n'aura pas d'arme nucléaire. Nous allons frapper l'Iran très durement et, à un moment donné, ils vont dire : "Nous ne pouvons tout simplement plus supporter cela" ». Trump a rejeté l'idée que Téhéran resterait en position de force. « L'Iran se porte très mal », a-t-il martelé. « Ils ont été très malhonnêtes. Ils ont été très peu honorables dans leurs relations avec nous. » Il a même comparé le conflit actuel aux guerres du Vietnam et d'Afghanistan, soulignant que les États-Unis n'étaient engagés que depuis cinq mois et qu'ils avaient « anéanti » les capacités militaires iraniennes.

Sur le volet diplomatique, le président américain a exprimé son scepticisme. « Je perds confiance en eux parce qu'ils mentent », a-t-il dit à propos des Iraniens. Il a raconté avoir été en pleine négociation avec l'envoyé spécial Steve Witkoff lorsqu'il a été informé par le secrétaire à la Défense Pete Hegseth que l'Iran avait

tiré cinq missiles sur une base américaine en Jordanie. Un incident qui, selon lui, a gelé toute possibilité de dialogue immédiat.

TÉHÉRAN DÉFEND SES DROITS MARITIMES ET EXIGE LA LEVÉE DES SANCTIONS

De son côté, l'Iran justifie son attitude par la défense de sa souveraineté et de ses droits maritimes dans le Golfe. Téhéran considère les pressions militaires américaines comme une tentative d'étouffer son économie et réitère sa principale revendication : la levée des sanctions occidentales qui étranglent ses exportations de pétrole et ses importations de biens essentiels.

Les autorités iraniennes accusent Washington de pratiquer une politique de « pression maximale » incompatible avec toute négociation sérieuse. Pour elles, tant que les sanctions ne seront pas levées, il est impossible de parler de désescalade durable dans la région. Le régime présente sa posture dans le détroit d'Ormuz comme une réponse légitime à ce qu'il qualifie de blocus économique et de menaces contre sa sécurité nationale.

GUTERRES TIRE LA SONNETTE D'ALARME : UN RISQUE POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Au milieu de ce bras de fer, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé vendredi un avertissement solennel. Selon lui, six mois d'escalade ont fait basculer la situation : « Ce qui a commencé comme un conflit régional devient de plus en plus un facteur d'instabilité mondiale ». Le chef de l'ONU a pointé du doigt les conséquences concrètes de la crise. Le commerce passant par le détroit d'Ormuz s'est effondré. Les marchés de l'énergie ont été bouleversés. Les prix des denrées alimentaires et des engrais essentiels ont fortement augmenté, tandis que les chaînes d'approvisionnement « cèdent sous la pression ». « Partout dans le monde, nous voyons des familles qui



peinent à mettre de la nourriture sur la table, des agriculteurs incapables de se procurer les intrants de base et des pays vulnérables poussés davantage vers le précipice », a-t-il déclaré. Guterres craint que la hausse des prix et le ralentissement de la croissance ne replongent des millions de personnes dans la pauvreté. Face à cette situation, il a appelé à l'arrêt immédiat des hostilités. « Soyons clairs : les combats doivent cesser. Les droits et libertés de navigation internationales dans le détroit d'Ormuz et autour de Bab el-Mandeb doivent être pleinement rétablis. Et la diplomatie doit prévaloir », a-t-il insisté.

LES MÉDIATEURS À LA RECHERCHE D'UNE ISSUE

Dans les coulisses, des médiateurs régionaux, notamment du Qatar, d'Oman et d'autres capitales du Golfe, multiplient les contacts pour éviter une embrasement généralisé. L'enjeu est de taille : rouvrir un canal de discussion entre Washington et Téhéran tout en garantissant la sécurité de la navigation. La difficulté réside dans le fossé qui sépare les positions. Les États-Unis conditionnent toute reprise de pourparlers à des garanties sur le nucléaire et à la cessation des attaques contre leurs intérêts. L'Iran exige au préalable la levée des

sanctions comme geste de bonne foi. Entre les deux, le détroit d'Ormuz reste sous haute tension, avec un trafic maritime perturbé et des primes d'assurance qui explosent pour les pétroliers.

UN POINT DE PASSAGE STRATÉGIQUE SOUS PRESSION

La situation dans le détroit rappelle à quel point l'économie mondiale dépend de ce couloir maritime de 39 km de large à son point le plus étroit. Toute fermeture prolongée aurait des répercussions immédiates sur le prix du baril, sur l'inflation alimentaire et sur la stabilité de nombreux pays importateurs.

Pour l'heure, la communauté internationale retient son souffle. D'un côté, la rhétorique guerrière de Donald Trump laisse peu de place à l'apaisement. De l'autre, l'appel de Guterres et les efforts des médiateurs tentent de ramener les protagonistes à la table des négociations. L'Iran campe sur ses positions et lie toute désescalade à la levée des sanctions. Les États-Unis promettent de frapper « très durement » jusqu'à obtenir gain de cause. Entre ces deux logiques, le risque est grand de voir la crise du Golfe se transformer en choc économique mondial dont les premières victimes seraient les populations les plus vulnérables.

R.I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

L'impératif de réussir avant le 10 août la campagne moisson-battage pour sécuriser la production nationale

La réussite de la campagne moisson-battage 2026 est érigée en priorité nationale. Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé jeudi dernier, une réunion par visioconférence avec l'ensemble des walis, en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Pour évaluer le déroulement de la campagne en cours et lever les derniers obstacles pour boucler les opérations dans les délais impartis. Étaient également présents le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports ainsi que la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Au cœur des discussions : une saison marquée par des défis logistiques et organisationnels, liés à l'importance des superficies à moissonner et à des niveaux de production inédits depuis des décennies.

Conscientes de l'enjeu, les autorités avaient anticipé. Des mesures ont été prises en amont pour assurer une exploitation optimale du matériel agricole sur l'ensemble du territoire national.

Le parc national compte près de 10.000 moissonneuses-batteuses en service. Pour le renforcer, l'État a encouragé la création de coopératives agricoles de mécanisation, qui ont entamé l'acquisition de nouvelles machines dotées de caractéristiques modernes. Cette stratégie vise à éviter les retards et les pertes en champ. Avec des superficies en expansion et des rendements en hausse, la capacité à moissonner rapidement devient déterminante pour préserver la qualité du blé et de l'orge et pour limiter le recours à l'importation.

Le suivi sur le terrain, mené en coordination avec les walis, a joué un rôle clé. Le communiqué des services du Premier ministre souligne que "l'esprit de solidarité entre les wilayas et les agriculteurs" a permis de mutualiser les moyens et de déplacer le matériel là où le besoin était le plus urgent. Cette organisation a contribué à réduire significativement les délais de la campagne.

Réussir la moisson ne suffit pas. Encore

faut-il collecter, stocker et acheminer la production dans de bonnes conditions. Pour accompagner l'effort, des capacités de stockage supplémentaires ont été mises en service. L'objectif est d'absorber les quantités récoltées sans engorger les points de collecte et sans décourager les agriculteurs.

La ministre du Commerce intérieur a insisté sur l'importance de la régulation du marché national. Une collecte efficace et rapide permet de sécuriser l'approvisionnement des minoteries et de stabiliser les prix. Elle garantit aussi aux agriculteurs le paiement de leurs créances dans les délais, un élément essentiel pour les motiver à livrer leur production aux structures agréées.

Au terme de la réunion, le Premier ministre a donné des instructions fermes aux walis : veiller personnellement au parachèvement de l'opération dans les délais fixés par le président de la République. La date butoir est arrêtée au 10 août 2026, et elle ne devra pas être

dépassée. Ce délai est plus qu'un objectif administratif. Il traduit la volonté de l'État de clore la campagne avant les fortes chaleurs de la mi-août, période propice aux incendies et aux pertes post-récolte. Il vise aussi à permettre une planification sereine de la campagne labourssemences de la prochaine saison.

Au-delà des chiffres, la campagne 2026 revêt une dimension stratégique. Avec des niveaux de production records annoncés, sa réussite conditionne directement les efforts de l'Algérie vers la souveraineté alimentaire. Chaque quintal collecté est un quintal de moins à importer et une pression en moins sur la facture en devises.

L'État est fin prêt avec la mobilisation du parc de 10.000 moissonneuses-batteuses, l'appui des coopératives de mécanisation et la coordination entre wilayas pour accompagner les agriculteurs, mais la réussite passe aussi par leur engagement sur le terrain.

B. KH.